MADAME KANIZAT IBRAHIM,
PATRONNE DU FOOTBALL FÉMININ AFRICAIN

KETANJI BROWN JACKSON
LA PREMIÈRE FEMME AFRICAINE-AMÉRICAINE À LA COUR SUPRÊME DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE

N° 106 JUIN 2022 www.femmesdafriques.com

MENSUEL PANAFRICAIN DE PROMOTION DU GENRE

FEMMES d'AFRIQUE Magazine

54ÈME CONFÉRENCE DES MINISTRES DES FINANCES DE LA CEA : LES FEMMES LEADERS S'EXPRIMENT

Africa CEMAC : 1500 fcfa - Other african country : 4$ US - Europe : 4 Euros - Switzerland : 6,50 CHF - América : 6$ US - Maroc : 20 Dhs - Madagascar : 5000 ARIARY

L 11833 - 106 F: 4,00 □ - RD

Emilie Kouatchou , La première femme noire à tenir un rôle principal dans « Phantom of the Opera » à Broadway

www.hommesdafrique.com

HOMMES d'AFRIQUE Magazine

LA CLÉ POUR COMPRENDRE L'AFRIQUE

MENSUEL DE L'ACTUALITÉ DES PERSONNALITÉS AFRICAINES

Afrique Zone CEMAC : 1500 fcfa - Autres pays d'Afrique : 4$ US - Europe : 4 Euros - Suisse: 6,50 CHF - Amérique : 6$ US - Maroc : 20 Dhs - Madagascar : 5000 ARIARY

N° 2 Rue Australia - Imm. N° 04 - Océan - Rabat - Maroc
Tél. : +212 5 37 72 58 31 • Gsm : +212 6 48 82 21 37
Site web : www.hommesdafrique.com

FEMMES d'AFRIQUE Magazine

B.P. 5351 Akwa
Douala, Cameroun
www.femmesdafriques.com

DIRECTEUR DE PUBLICATION
PRÉSIDENTE DU CONSEIL ÉDITORIAL
Samirat NTIAZE
samirat2008@gmail.com
tél. : +212 6 48 82 21 37

Conseiller et rédacteur en chef
François NDENGWE
amepya2@gmail.com

éditeur
SANTIA BUSINESS DEVELOPMENT (SARL)
79 AVENUE IBN SINA APPT N° 14 AGDAL, RABAT - MAROC

Cameroun
JOURNALISTE
Joseph KAPO
tél. : +237 7779 4485
kapojoseph@yahoo.fr

Ngaleu Woukogou christelle
tél. : + 237 76026816
Email:chrisngaleu@yahoo.fr

Zacharie Roger MBARGA
mbargaroger@yahoo.fr
tél. : +237 697846674

Jean Marie BIDIMA
Jeanbidimus@gmail.com
+237695328886

Egypte
JOURNALISTE - REPRÉSENTANT
Eric I. Asomugha
tél. : +20 11é 003 3228

MAROC
Ibrahim Muhammadou Amadou
tél. : +212 603044347
manjagara201432@gmail.com

Karima Mouhallam
tél. : +212 0642969974
karimamouhallam@hotmail.com

USA
NTIAZE NDONGMO Mohamed
tél.: +1 (202) 823-878 / +12028238783
anelkapresi2010@gmail.com

Eric I. Asomugha
tél. :+1 267 243 9580
achoski@gmail.com
eric@fissonline.com

France
Georgina Mercader
tel: +33681461270
mail: sangeorgina@hotmail.com

Salomon Mezepo
tél. : +33 601 181 652
menaibuc@orange.fr

Belgique
CONSULTANT
christian Tcheandjieu
tcheandjieu@yahoo.fr
tél. : + 3228949636

Royaume Uni
REPRÉSENTANT
Firmin Michel Ngaleu
Tel: 00447478552067
Mangall99@yahoo.co.uk

Suisse
REPRÉSENTANT
METANGMO Patrick
tél. : +41797966656
wtsobgny@gmail.com

Côte d'Ivoire
CORRESPONDANT
Valery Foungbe
tél. : +225 40 40 20 51
v.foungbe@yahoo.fr

Mireille Patricia Abié
E-mail: mireillepaty@hotmail.com

Congo
JOURNALISTE
Wilfrid DIANKABAKANA
Tel. +242066922268
chrislawilla@yahoo.fr

Gabon
REPRÉSENTANT
Serge Olivier NziKoue
tél. : +241 07 36 67 65
nzikoue_so@yahoo.fr

Bénin/Togo
JOURNALISTE
ferdinand Gade
Tél. : +228 97 38 61 13 togo
+229 97 84 97 76 Bénin
ferdinandgade@gmail.com

Guinée Equatoriale
JOURNALISTE
Ela Onda Onguene Clemente
tel. : +240 222 022 315
clementeela@hotmail.com

Jillapia Nestor
tél. : +240222259070

TRADUCTEUR
Tsobgni Bruno
tél. : +240 222 24 33 26

Conception
hichampro2020@gmail.com

Imprimerie
Lina

Périodicité: Mensuel
Dépôt légal
2013PE0010
ISSN
2028_9944

Point de vente en France
Librairie Tamery
15-19, rue du chalet 75010 Paris
Tél.: + 33 1 48 03 16 35
e-mail: tamery75@aol.com

Point de vente en Belgique
District Creative, 70 Boulevard Reyers 1030 Région de Bruxelles-Capitale- Belgique
(Au pied de la Tour de la RTBF à Bruxelles)

SOMMAIRE

FEMMES EN VUE

6 / Tanzanie : La présidente Samia Suluhu Hassan distinguée

8/ Ketanji Brown Jackson : La première femme afro-américaine à la cour suprême des Etats-Unis d'Amérique

10/ Laura D. Taylor-Kale : L'américaine d'origine camerounaise dirige l'offensive géoéconomique des Etats-Unis

12/ Nigéria : Folorunsho Alakija, la femme noire la plus riche au monde

14/ Distinction : Professeure Francine NTOUMI est faite Croix du Mérite Fédérale 2022

ÉCONOMIE

16/ 54e Session des Ministres des Finances et de la Planification de la CEA : Dr Vera Songwe renforce le plaidoyer africain pour une reprise économique durable

18/ 54ème Conférence des Ministres de la CEA

Les femmes leaders s'expriment

20 / Bindang Ndong Okiri, Secrétaire d'État En charge de la Planification : «Améliorer la gouvernance et mettre fin au gaspillage des ressources».

24/ Brigitte COMPAORE, Ministre Déléguée, Chargée du Budget du Burkina-Faso : « Nous devons améliorer le recouvrement de nos ressources internes à travers la digitalisation».

26 / Edlam Abera Yemeru, Directrice Genre et Développement social à la Commission Economique pour l'Afrique des Nations Unies : «Si on veut s'en sortir, il nous appartient d'axer les investissements dans le capital humain».

28/ Mama Keïta, Directrice Sous-régionale Afrique de l'Est du Bureau de la CEA : « 150 milliards de dollars supplémentaires sont désormais nécessaires pour relancer nos économies »

LEADERSHIP

30/ Youma Fall : Une pionnière de l'entrepreneuriat numérique au service de l'action sociale

32/ Marie Hélène NGOIE SANGO : «Les femmes doivent savoir qu'elles ont un grand rôle à jouer»

34/ Sandra Eyang Ncogo Belobe : L'ambition d'une reine de l'industrie de la beauté en Guinée Equatoriale

CULTURE

36/ Emilie Kouatchou : La première femme noire à tenir un rôle principal dans « Phantom of the Opera » à Broadway

EDUCATION

38/ La Vice-Ministre Aminata Namasia a inauguré l'Institut Badiadingi réhabilité

40/ Découverte : Vallée des reines, le pouvoir des femmes égyptiennes dévoilé

POLITIQUE

42/ Promotion du genre : Le Projet « Egalité en Méditerranée» imprime ses marques au Maroc

44/ Le Gabon rejoint la campagne mondiale pour les droits des femmes «HeForShe»

46/ RDC/ Parité homme-femme : Pour un accompagnement de la femme en politique

48/ Polygamie : Une discrimination à l-égard des femmes selon l'ONU

50/ Chahrazed Akacha : Les mobiles de la détention de la journaliste en Tunisie

INSTITUTION

52 / Jacqueline Rajual : Responsable Solutions & Go-To-Market Pour Google Plus Au Kenya: « L'INNOVATION Plus Codes - Google Maps peut permettre de résoudre les problèmes de l'adressage en Afrique ».

56/ Neuvième Sommet Africités A Kisumu Au Kenya : Le faible accès à la planification familiale est le grand responsable de l'explosion démographique urbaine en Afrique

SPORT

60/ Madame Kanizat Ibrahim, Patronne Du Football Féminin Africain, À Propos De La Can Féminine Au Maroc : « Les femmes et le monde footballistique attendent cet évènement avec beaucoup d'enthousiasme »

64/ Tirage au sort CAN Féminine Deux africaines en vedette

66/ Jeux olympiques d-hiver Pékin 2022

Disqualifiée cette année, la Nigériane Simidele Adeagbo porte plainte au TAS

kalpin

Votre magazine Femmes d'Afrique est disponible sur Kalpin, le premier kiosque digital au Maroc

Prix unitaire	Prix annuel	Prix étudiant
60 DH	590 DH Par an	530 DH Par an
Accès digital	Accès digital à 12 numéros	Accès réservé aux étudiants

FEMMES d'AFRIQUE Magazine

Rendez-vous sur kalpin.ma

ÉDITORIAL

PAR SAMIRAT NTIAZE

ENCORE ET ENCORE D'EXCEPTIONNELLES FEMMES D'AFRIQUE

Depuis le 19 mars 2021, elle est présidente de la République de Tanzanie. Le premier anniversaire de son arrivée au pouvoir n'a pas fait beaucoup de bruit. Beaucoup étaient sceptiques. Son prédécesseur est décédé brusquement. Il a laissé une situation incertaine, tendue même.

En plus, c'était au plus fort de la pandémie du covid-19.

Mais elle a tenu bon. En Afrique aujourd'hui, elle est la seule femme présidente de la République, Cheffe de l'exécutif: la Présidente Samia Suluhu Hassan. Elle ouvre la rubrique d'exceptionnelles « Femmes en Vue » de votre magazine. Elle le mérite. Le 31 mars, elle a reçu le prix «Africa Road Builders–Babacar Ndiaye » pour l'année 2022. Un beau cadeau pour le premier anniversaire de sa présidence.

La BAD finance ce prix dont Acturoute et MIFA sélectionnent les lauréats. Acturoutes est une plateforme d'informations sur les routes et infrastructures africaines, et MIFA, Media for Infrastructure and Finance in Africa, un réseau de journalistes qui suivent le secteur des routes et infrastructures africaines.

Autre femme en vue, Madame Laura Taylor-Kale. Le 13 mai 2022, le Président américain a annoncé la nomination de cette Américaine d'origine camerounaise au poste de « Assistant Secretary of Defense for Industrial Base Policy». Ce qui équivaut au poste de ministre adjointe de la Défense chargée de la politique industrielle de base.

C'est une performance inhabituelle pour une des nôtres, et en même temps une immense responsabilité : être un cerveau majeur dans l'élaboration et la mise en œuvre de l'industrie militaire du pays qui a l'armée la plus puissante et la plus sophistiquée du monde. Chapeau à Madame Taylor-Kale, qui n'est pas une novice dans l'administration américaine. De 2014 à 2017, sous l'administration Obama, avait été «Deputy Assistant Secretary of commerce for Manufacturing in the International Trade Administration".

L'industrie et la compétitivité industrielle internationale des USA étaient déjà son centre d'intérêt, dans le domaine commercial. Maintenant, elle va défendre son pays dans le domaine militaire. Elle est académiquement outillée pour la fonction : elle a un doctorat en sciences de management et engineering avec spécialisation en technologie et entrepreneuriat, obtenu au Département d'Ingénieurs de la fameuse université de Stanford, en Californie. Femmes d'Afrique Magazine lui souhaite du succès dans ses nouvelles fonctions.

Et puis vous verrez deux autres femmes africaines exceptionnelles : Madame Folorunsho Alakija du Nigeria, et la Professeure Francine Ntoumi du Congo.

Un magazine a annoncé que la première est désormais la femme noire la plus riche au monde. Elle a des entreprises dans divers secteurs : le pétrole, l'immobilier, la mode, l'édition. Ses œuvres philanthropiques, elle les mène à travers la fondation Rose of Sharon qui aide les veuves, les orphelins, et distribue des bourses d'études aux jeunes Nigérians. Elle a aussi financé une université technologique, le Yaba College of Technology (Yabatech) à Lagos, sa ville natale.

Spécialiste de parasitologie, la Professeure Francine Ntoumi a créé à Brazzaville au Congo, la Fondation Congolaise pour la Recherche Médicale. Ce n'est pas un moindre mérite pour l'une des meilleures expertes africaines en études et enseignements sur la santé publique dans le continent africain qu'elle connaît bien, pour avoir travaillé notamment en Tanzanie et au Gabon.

Elle s'est attaquée à la malaria qui continue de sévir en Afrique équatoriale. Elle a publié les résultats de ses recherches dans certains des plus grands journaux scientifiques du monde, dont le célèbre PNAS (Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America).

De nombreuses institutions ont récompensé Professeure Francine Ntoumi pour ses travaux. Ainsi, en 2012, l'Union Africaine lui a décerné le Prix Kwame Nkrumah pour les Sciences. Le gouvernement allemand vient de l'élever à l'ordre de la Croix Fédérale du Mérite 2022. C'est le Président de la République Fédérale d'Allemagne, Frank-Walter Steinmeier en personne qui a annoncé cette distinction que l'Ambassadeur d'Allemagne à Brazzaville a remise à la lauréate au cours d'une cérémonie spéciale.

Et puis, il y a Ketanji Brown Jackson. Le 7 avril 2022, avec 53 voix pour, 47 contre, le Sénat a approuvé sa nomination comme juge à la Cour Suprême des USA. C'est la première fois qu'une femme noire occupe une telle position. Elle est la troisième personne noire juge de la Cour Suprême depuis le Juciciary Act du 4 mars 1789 qui fonda cette institution, laquelle trône au sommet du pouvoir judiciaire américain.

Avant elle, il y a eu deux Africains Américains : le Président Lyndon Baines Johnson nomma Thurgood Marshall, qui fut juge à la Cour Suprême du 2 octobre 1967 au 1er octobre 1991. Le Président George H. W. Bush, Bush père, nomma Clarence Thomas pour remplacer Marshall. Le juge Thomas est en fonction depuis le 23 octobre 1991.

Il y aura donc désormais une femme et un homme Africains Américains parmi les neuf juges de la Cour Suprême des USA. C'est un record absolu, presqu'une révolution. En même temps, c'est une indication de l'évolution au sens darwinien de l'organisme qu'est la Cour Suprême des USA. Les pères fondateurs des USA, souvent propriétaires de centaines d'esclavages, n'auraient jamais imaginé une personne noire juge à la Cour Suprême.

Après le vote le 7 avril du Sénat confirmant sa nomination Ketanji Brown Jackson a dit : « cela a pris 232 ans et 115 précédents juges pour qu'une femme noire soit sélectionnée pour servir au sein de la Cour Suprême des États-Unis, mais nous l'avons fait. Nous l'avons fait tous ensemble… Dans ma famille, cela a pris juste une génération pour passer de la ségrégation à la Cour Suprême des États-Unis. »

Voilà cinq exceptionnelles femmes d'Afrique que venez de découvrir. Vous les connaitrez encore plus en lisant les articles sur elles dans les pages suivantes. Et vous trouverez encore et encore de nombreuses femmes Afrique exceptionnelles dans ce numéro de votre magazine. Bonne lecture.

ARB

Tanzanie
La présidente Samia Suluhu Hassan distinguée

La plateforme Africa road builders attribue le trophée Babacar Ndiaye 2022 à la seule femme présidente en Afrique

Samia Suluhu Hassan, la présidente de la République unie de la Tanzanie, désignée lauréate de l'édition 2022 du Trophée Babacar Ndiaye de The Africa Road Builders à Abuja (Nigeria) le 31 mars 2022. C'est une distinction consacrant les personnalités africaines engagées dans le développement des infrastructures de transport sur le continent.
Seule femme, cheffe d'État en exercice en Afrique, Samia Suluhu Hassan a été distinguée pour son « leadership personnel et ses énormes engagements et investissements » à étendre les routes et le réseau de transports ferroviaires de la Tanzanie, a souligné le comité de sélection. Elle succède au président de la République fédérale du Nigeria, Muhammadu Buhari, lauréat en 2021. Samia Suluhu Hassan a accédé au pouvoir en mars 2021 après la disparition du président John Magufuli dont elle était la vice-présidente.
Pour opérer son choix, le Comité de sélection a notamment invoqué l'appui de 290 millions de dollars de la Banque africaine de développement à la redynamisation des transports routiers, ferroviaires et aériens de la Tanzanie. Il a aussi tenu compte du contrat de 172,2 millions de dollars signé avec la China Corporation Limited pour la fourniture au pays de 1 430 wagons de fret modernes, en vue de la mise en œuvre de l'ambitieux programme de chemin fer de la Tanzania Railways Corporation. Enfin, le Comité a noté le lancement officiel de la construction du projet historique de la rocade extérieure de la ville de Dodoma. Ce projet a été lancé le 11 février dernier par la présidente Samia Hassan en présence du président du Groupe de la Banque africaine de développement, Dr Akinwumi A. Adesina.
« Nous adressons nos chaleureuses félicitations à la présidente Samia Hassan et au peuple tanzanien. La remise du trophée aura lieu lors de la conférence finale de The Africa Road Builders, prévue en marge des prochaines Assemblées annuelles de la Banque africaine de développement », souligne le Comité de sélection.
Parrainé par le président du Groupe de la Banque africaine de développement, Dr Akinwumi A. Adesina, le Trophée Babacar Ndiaye des « Africa Road Builders » est organisé par Acturoutes, une plate-forme d'information sur les infrastructures et le réseau routier en Afrique et l'organisation Médias pour les infrastructures et la finance en Afrique (MIFA), un réseau de journalistes africains spécialisés dans les infrastructures routières.
Ce prix a été créé en l'honneur de Babacar Ndiaye, président du Groupe de la Banque africaine de développement de 1985 à 1995. Le Professeur Carlos Lopes, ancien Secrétaire exécutif de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique est le Président du Bureau des Conférences de The Africa Road Builders.

Ketanji Brown Jackson

La première femme afro-américaine à la Cour suprême des Etats-Unis d'Amérique

A la suite de l'approbation de la proposition du président Joe Biden la nommant juge dans cette prestigieuse institution, Ketanji Brown Jackson devient la première femme magistrat noire appelée à siéger à la plus haute institution judiciaire du pays de l'oncle Sam.

« Elle est l'un des esprits juridiques les plus brillants de notre nation », a tweeté Joe Biden, qui présentera formellement cette femme magistrat lors d'une cérémonie à la maison Blanche. « La juge Jackson est déjà source d'inspiration pour les femmes noires, comme mes filles, leur permettant de viser plus haut », a approuvé de son côté Barack Obama.

Ketanji Brown Jackson faisait partie des trois juges finalistes, à l'issue d'un processus de désignation auquel l'exécutif a apporté le plus grand soin, pour justement offrir une réplique aux critiques lors de la phase de confirmation au capitole.

Etant donné l'enjeu, Joe Biden s'est lui-même impliqué dans cette sélection, faisant passer un entretien aux magistrats en concurrence dans la dernière ligne droite. Il s'agit pour le président américain de sa première nomination à la haute cour, qui ne changera pas le rapport de force au sein du prestigieux collège de neuf magistrats dont la mission est de veiller à la constitutionnalité des lois et de trancher les importants débats de société aux Etats-Unis.

Parcours

Madame Jackson a siégé à la cour d'appel fédérale de Washington, un tribunal réputé pour l'importance des dossiers qui y passent et donc considéré comme un tremplin.

Ketanji Brown Jackson est née en septembre 1970 et elle grandit à Miami, en Floride. Ses parents, qui sont diplômés d'universités historiquement noires, lui donnent un prénom africain, la coiffent et l'habillent à l'africaine. KETANJI Onnyika Jackson obtient son baccalauréat universitaire (licence) au Harvard Collège en 1992, et poursuit ses études à la faculté de droit de Harvard, où elle est rédactrice en chef de Harvard Law Review. Elle obtient son jury doctor en 1996 et épouse un chirurgien cette même année. Avocate et membre de l'United states sentencing Commission, elle commence sa carrière juridique auprès du juge Stephen Breyer de la cour suprême des Etats-Unis (1999-2000). Elle est conseillère spéciale adjoint à l'United States Sentencing Commission (commission indépendante chargée de formuler les directives de détermination de peins).

De 2005 à 2007, Ketanji Brown Jackson est l'assistante du défenseur public fédéral dans le district de Columbia, où elle traite des affaires devant la cour d'appel des Etats-Unis pour le circuit du district de Colombie.

De 2007-2010, elle est plaideuse en appel chez Morisson 7 foerste. Le 23 juillet 2009, le président Barack Obama la nomme au poste de vice-présidente de l'United States Sentencing Commission. Le sénat confirme unanimement sa nomination le 11 février 2010. Elle siège à la Sentencing Commission jusqu'en 2014. En 2012 le président Obama propose Ketanji Brown Jackson au poste de juge fédérale à la cour de district des Etats-Unis pour le district de Columbia, au siège laissé vacant par le juge Henry H. Kennedy Jr. qui a pris sa retraite le 18 novembre 2011. Cette proposition fait l'objet d'aller-retour avec le Sénat et devient effective en 2014.

En 2021 à l'âge de 50 ans, le président Joe Biden la nomme juge fédérale à la cour d'appel des États-Unis pour le circuit du district de Columbia, une instance réputée pour l'importance des dossiers qui y sont examinés. En janvier 2022, elle est pressentie pour être juge assesseure de la cour suprême des États-Unis après l'annonce de la démission de Stephen Breyer. Finalement, en février 2022, avec un décalage dû à la crise internationale provoqué par l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le président Joe Biden propose effectivement sa nomination à la cour suprême, où elle deviendra la sixième femme à siéger et la première femme noire. Cette proposition est confirmée le 7 avril par le Sénat.

Fragilisation

Pour plusieurs commentateurs, c'est ce choix de carrière particulière plutôt que sa couleur de peau qui fait tout l'intérêt de la nomination de Ketanji Brown Jackson « elle aura plus d'expérience de la réalité de l'application des peines pénales que tous les autres juges de la Cour suprême réunis », résume le Los Angeles Time.

Ce sont ces quelques années passées à défendre des criminels ou à décider de la sanction à appliquer que les républicains ont épluchées pour tenter de déstabiliser Ketanji Brown Jackson durant les auditions. Il lui a ainsi été reproché d'avoir défendu, il y a seize ans, un détenu de Guantanamo.

Ketanji Brown Jackson a été accusée d'avoir pris le parti de « combattants ennemis » des Etats-Unis, ce à quoi elle a répondu que l'affaire lui avait été attribuée et que n'importe qui avait le droit à la meilleure défense possible. Plusieurs sénateurs républicains ont ensuite suggéré qu'elle avait de l'indulgence pour les pédophiles car elle avait « souvent des peines moins lourdes » que le maximum prévu par la loi pour des individus possédant des images pédopornographiques. Mais plusieurs médias, y compris conservateurs, ont relevé qu'une écrasante majorité des juges américains faisaient de même. Mais qu'importe pour les républicains, souligne la radio NPR, ils savent qu'ils ne pouvaient pas empêcher la nomination de la première femme noire à la cour suprême. Malgré les profondes divisions politiques au Sénat, elle est confirmée avec le soutien de tous les démocrates et trois républicains. Interrogée par un élu lors du processus de confirmation, elle jure de mettre à l'écart « ses opinions personnelles et toute autre considération inappropriée », dont sa couleur de peau, dans son examen des dossiers. Mais « j'ai peut-être une expérience de la vie différente de celle de mes collègues », reconnait-elle sobrement. «Et j'espère que cela peut avoir un intérêt ».

Laura D. Taylor-Kale

L'américaine d'origine camerounaise dirige l'offensive géoéconomique des Etats-Unis

Le président Joe Biden a annoncé vendredi 13 mai sa désignation au poste de secrétaire adjointe à la défense chargée de la politique industrielle.

Taylor-Kale est chargée de l'innovation et de la compétitivité économique au Council on Foreign Relations (CFR), où elle mène des recherches et écrit sur l'innovation stratégique, la politique industrielle et la nature changeante du travail, et contribue à l'initiative Renewing America du CFR. De 2017 à 2018, elle a été chargée des affaires internationales au CFR et directrice adjointe du groupe de travail indépendant du CFR sur l'avenir de la main-d'œuvre américaine. De 2014 à 2017, Taylor-Kale a travaillé au sein de l'administration Obama-Biden en tant que secrétaire adjointe au commerce pour la fabrication au sein de l'administration du commerce international, et en tant que conseillère principale pour la politique et les opérations à la Corporation financière de développement des États-Unis. Taylor-Kale a rejoint l'administration Obama-Biden après avoir travaillé à la Banque mondiale, où elle a occupé les postes de conseillère de l'administrateur américain aux conseils d'administration de la Banque mondiale et de la Société financière internationale, et de conseillère du vice-président du groupe de la Banque pour le développement durable et le changement climatique. De 2003 à 2012, Taylor-Kale a fait carrière dans le service extérieur du département d'État, avec des affectations diplomatiques en Afghanistan, en Inde, en Côte d'Ivoire et au Bureau des affaires économiques et commerciales.

Taylor-Kale est titulaire d'une licence en économie et en anthropologie du Smith College, d'un master en affaires publiques de l'école des affaires publiques et internationales de l'université de Princeton, d'un master en administration des affaires de la Stern School of Business de l'université de New York et d'un doctorat en sciences et ingénierie de la gestion avec une spécialisation dans les organisations, la technologie et l'entrepreneuriat de l'école d'ingénierie de l'université de Stanford. Taylor-Kale est originaire du Midwest et réside à Washington, DC.

Nigéria
Folorunsho Alakija,
la femme noire la plus riche au monde

Avec une fortune personnelle estimée par le magazine panafricain Ventures Africa à 7,3 milliards de dollars US, la femme d'affaires et philanthrope nigériane, née le 15 juillet 1951 à Ikorodu dans l'État de Lagos, devient la première fortune féminine noire.

Le Nigéria a désormais la première fortune masculine et féminine noire dans le monde. Folorunsho Alakija est la femme la plus riche du Nigeria avec une fortune personnelle estimée par le magazine panafricain Ventures Africa à 7,3 milliards de dollars US. La femme d'affaires détrône l'animatrice américaine Oprah Winfrey de son titre de femme noire la plus riche du monde.

Folorunsho Alakija commence sa carrière au début des années 1970 en tant que secrétaire à la banque International Merchant Bank of Nigeria. À la suite de la faillite de cette dernière, elle part étudier la mode à l'American College de Londres et la Central School of Fashion. À son retour, elle lance la marque vestimentaire Supreme Stitches qui s'adresse à une clientèle privilégiée dont l'épouse du président d'alors Ibrahim Babangida. En 1986, elle remporte le prix du meilleur designer/styliste au Nigeria.

En 1991, elle lance une entreprise d'imprimerie, Digital Reality.

En mai 1993, elle acquiert une licence de prospection de pétrole, le bloc OPL 216, large de 250 000 hectares. À différence de la majorité des acquéreurs de ces blocs qui les revendent à des groupes étrangers, Folorunsho Alakija décide d'exploiter elle-même son bloc pétrolier, et s'associe en 1996 à Star Deep Water Petroleum Limited, une filiale à 100 % de Texaco qui prend alors 40 % de Famfa Oil, la société de Folorunsho Alakija qui gère ses avoirs pétroliers.

En 2000, Star Deep water Petroleum estime à 1 milliard de barils de pétrole les réserves du bloc 216. Le gouvernement nigérian prend alors possession de 40 %, sans débourser un centime, selon les lois en vigueur, de Famfa Oil.

Malgré des démarches administratives, le gouvernement nigérian s'approprie 10 % additionnel de Famfa Oil, portant sa participation à 50 %.

En mai 2012, une cour de justice déboute le gouvernement nigérian et ordonne la restitution des 50 % de Famfa Oil à Folorunsho Alakija dans le bloc devenu OML 127

En 2012, le bloc OML 127 produit 200 000 barils par jour. Les 60 % du bloc OML 127 que Folo-runsho Alakija possède sont estimés entre $6,14 et $8,3 milliards. Elle est également propriétaire d'une demeure sur One Hyde Park à Londres estimée à $102 millions et d'un jet privé Bombardier Global Express 6000 d'une valeur de $46 millions.

Modupe Alakija est aujourd'hui la présidente de Famfa Oil et ses enfants travaillent également au sein de l'entreprise.

Folorunsho Alakija grandit dans une famille nombreuse. Son père, polygame musulman, a 52 enfants avec 8 épouses. Sa mère est vendeuse de textiles. À 7 ans, elle est envoyée en pension dans le Pays de Galles où elle étudie pendant.

C'est à l'âge de 40 ans, qu'elle s'est convertie au catholicisme. Elle est mariée depuis novembre 1976 et mère de 4 enfants.

Distinction

Professeure Francine NTOUMI est faite Croix du Mérite Fédérale 2022

La cérémonie de remise de l'ordre du Mérite s'est tenue à la résidence de l'Ambassadeur d'Allemagne en République du Congo, le Dr. Wolfgang KLAPPER, en présence des chefs de mis-sions diplomatiques, des représentants des ministères et des organisations internationales, des amis et membres de la famille.

Cette distinction, la Croix Fédérale du Mérite 2022, lui a été décernée par le Président de la République Fédérale d'Allemagne, Dr Frank Walter Steinmeier et remis par le Dr. Wolfgang KLAPPER, Ambassadeur de la RFA au Congo, pour toutes ses actions menées avec l'Université de Tübingen et d'autres institutions allemandes comme la prestigieuse Fondation Alexander Von Humbolt, le DAAD, et aussi une reconnaissance de son engagement pour la science et ses actions dans le cadre de la coopération germano-congolaise.

Dans son allocution, l'Ambassadeur a rendu un hommage à l'engagement exceptionnel de la Pr. Fran-cine NTOUMI pour la promotion des jeunes femmes scientifiques au Congo.

La Pr. Francine NTOUMI est une biologiste moléculaire et spécialiste en immunologie et épidémiologie moléculaire. Elle est la Présidente de la Fondation Congolaise pour la Recherche Médicale (FCRM), et très engagée dans la recherche sur les maladies infectieuses telles que le paludisme, le VIH et la tuberculose. Elle est aussi Chef de laboratoire et professeure à l'Institut de Médecine Tropicale de l'Université de Tübingen en Allemagne, sa contribution a permis le raffermissement des relations de coopération germano-congolaises.

Cette cérémonie haute en couleurs s'est terminée par la poursuite d'une soirée culturelle animée par des jeunes artistes congolais très talentueux.

Quid de la Croix fédérale du Mérite

La croix fédérale du Mérite, en allemand Bundesverdienstkreuz, de son nom complet ordre du Mérite de la République fédérale d'Allemagne, en allemand Verdienstorden der Bundesrepublik Deutschland, a été créée en 1951 par le président fédéral Theodor Heuss. C'est la seule distinction honorifique générale et, par conséquent, la récompense la plus élevée destinée à honorer des mérites acquis au service du pays et de la collectivité. L'ordre du Mérite est attribué à des citoyens allemands et étrangers, en récompense de mérites acquis dans les domaines social, intellectuel, politique et économique, ainsi que des mérites particuliers acquis au service de la République fédérale d'Allemagne, par exemple dans les domaines social, caritatif et relationnel.

2022
Financing
Africa's
Recovery:
BREAKING NEW GROUND

54e Session des Ministres des Finances et de la Planification de la CEA :

Dr Vera Songwe renforce le plaidoyer africain pour une reprise économique durable

Pendant la semaine qu'a duré la 54e session des Ministres des Finances, de la Planification et du Développement, la Secrétaire Exécutive de la CEA n'a cessé de vendre le plaidoyer africain pour une relance économique réussie dans un contexte mondial qui ne fait pas de cadeaux à l'Afrique.

La Secrétaire exécutive de la CEA, Dr Vera Songwe, s'est exprimée sur plusieurs sujets en rapport avec le thème de la 54e session des Ministres africains des Finances et de la Planification. Ce que l'on retient de ses nombreuses et efficaces interventions, c'est qu'elle veut une Afrique qui se reprend et qui avance.

Dans une situation de conjoncture économique mondiale morose, Dr Vera Songwe a fait savoir que la CEA travaillera avec les gouvernements et les institutions africaines pour examiner les options de financement innovantes pour la relance de l'Afrique qui ont été proposées au cours de la session.

A ce sujet, elle a plaidé pour que des politiques et les interventions économiques permettant de garantir une croissance des économies africaines d'au moins 10 % par an, soient soutenues par les bailleurs de fonds. Envers ces derniers, Dr Vera Songwe a également émis le souhait de voir, comme les experts, « la prolongation de l'Initiative de suspension du service de la dette de deux années de plus »

Par ailleurs, elle se dit favorable pour « un rééchelonnement d'une période supplémentaire de cinq ans pour les pays intéressés ». Dr Vera Songwe a, derrière, recommandé aux Africains de commercer fortement entre eux.

A l'ouverture de la session ministériel, le 16 mai, elle a planté le décor avant le président Macky Sall. L'indépendance économique de l'Afrique doit passer par la croissance des échanges interafricains, a conseillé la Secrétaire Exécutive de la CEA. Avec 2% au niveau mondial et 18 % entre Africains, elle estime que des efforts doivent être consentis à ce niveau, si l'Afrique veut se développer.

> **LA PROLONGATION DE L'INITIATIVE DE SUSPENSION DU SERVICE DE LA DETTE DE DEUX ANNÉES DE PLUS ET UN RÉÉCHELONNEMENT D'UNE PÉRIODE SUPPLÉMENTAIRE DE CINQ ANS POUR LES PAYS INTÉRESSÉS**

Entre autres sujets abordés, l'implication de la jeunesse dans les prises de décisions économique concernant l'Afrique. Dr Songwe qui a animé un panel avec des jeunes venus des quatre coins du continent a assuré qu'il n'est plus possible d'écarter les jeunes des schémas qui amènent aux prises de décision en matière économique. Les jeunes doivent être plus que jamais au centre des préoccupations. Devant eux, elle a mis en avant le fait d'avoir des statistiques, chiffres et données proprement africain, afin de parvenir à un développement rationnel et durable.

Enfin, Dr Vera Songwe a appelé les Africains à faire preuve d'ingéniosité en recherchant et captant des financements innovants pour impulser la transformation des économies du continent. Dans cette optique, Dr Vera Songwe croit durement que la COP 27 pourrait être pour l'Afrique une occasion de faire valoir ses droits pour un financement innovant.

« Nous espérons voir le financement du carbone. Nous voulons également plaider pour que l'Afrique ait recours au gaz alors que nous passons à l'énergie durable. Cela transformera nos économies grâce à l'industrialisation », a-elle déclaré pour soutenir cette idée. Le financement vert est une option sur laquelle travaille la CEA.

Avant de quitter Dakar, Dr Vera Songwe s'est dit satisfaite des travaux et des recommandations faites. Son plaidoyer pour une relance des économies africaines a été dit en entendu. Pour ce faire, elle a félicité ses différentes équipes. Dans un message à ses hommes le 17 mai, elle a dit toute sa fierté de travailler avec des hauts cadres qui produisent des idées novatrices au service du continent africain.

54ème Conférence des Ministres de la CEA
Les femmes leaders s'expriment

Elles ont participé aux travaux des experts puis des ministres du 11 au 17 mai 2022 au Centre International des Conférences Abdou Diouf de Diamnadio sur le thème « financement de la relance de l'Afrique : trouver des solutions innovantes ».

La cinquante-quatrième session de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique comprend la réunion préparatoire du Comité d'experts, suivie de la session ministérielle. En plus d'examiner les questions statutaires relatives à la Commission écono-mique pour l'Afrique, la Conférence des ministres constitue une des plus importantes instances de dialogue et d'échanges de vues entre les ministres africains chargés des finances, de la planification et du développement économique et les gouverneurs des banques centrales sur des questions liées au programme de développement de l'Afrique.
Nous les avons rencontrées, elles s'expriment !

2022
NDRE DE NOUVEAU

Bindang Ndong Okiri, Secrétaire d'Etat En charge de la Planification

«Améliorer la gouvernance et mettre fin au gaspillage des ressources»

Vous avez participé à la 54ème session de la Conférence des Ministres Africains des Finances, Planification et Développement Economique (CoM2022) que l'UNECA (Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique) et le Gouvernement sénégalais ont organisé à Dakar du 11 au 17 Mai. Comment décrivez-vous l'ambiance du travail entre les participants à cette conférence? Pouvez-vous nous donner vos impressions générales?

Au sujet de la question, la conférence fut une expérience positive, malgré la situation que traverse le monde en général et l'Afrique en particulier, concernant la pandémie de la Covid-19. Nous avons eu une ambiance de travail assez organisé respectant strictement les mesures de prévention contre la pandémie. En ce qui concerne le déroulement des activités, l'on a observé une ambiance participative entre les Etats membres étant donné que nous avons débattu des sujets touchant le continent africain. Nous pouvons mentionner i) l'innovation sur la relance économique après la pandémie ; ii) l'impact éco-

nomique de la guerre russo-ukrainienne ; iii) la mise en marche de la zone de libre-échange continental africain ; iv) l'obtention de la transformation numérique du continent. On a également apprécié le rôle fondamental du comité économique pour le CEPA au moment de faciliter l'accès et la production locale des vaccins contre le corona virus.

Quelles étaient vos attentes avant de venir à la Conférence?

Au sujet du thème principal de la conférence, relative à la recherche des solutions innovatrice, entre les attentes en question, nous pouvons mettre en relief ce qui suit:

- Doter de grandes ressources aux professionnels diplômés des écoles de formation professionnelle. De cette manière, on pourra améliorer l'activité économique et obtenir un meilleur transfert de connaissances pratiques aux générations futures.
-Compléter la mise en oeuvre des tests d'accès aux universités pour les étudiants provenant des formations professionnelles supérieures.
-Diversifier les efforts dans les secteurs de diversification économique pour garantir l'autosuffisance locale.
-Favoriser le développement de secteurs nouveaux et innovateurs de diversification.

Quels ont été les apports et contributions de la République de Guinée Equatoriale à cette conférence?

La République de Guinée Equatoriale comme membre et Président sortant, était chargée de faire la lecture du discours d'ouverture et les rapports des travaux de la session antérieure. Elle a en plus présidé les travaux du sommet jusqu'à l'élection du nouveau bureau

Quels sont les principaux résultats de la conférence? Comment ces résultats bénéficieront aux africains et à la République de Guinée Equatoriale en particulier?

> **« LES PAYS AFRICAINS PRODUCTEURS DE PÉTROLE COMME LA GUINÉE EQUATORIALE DEVRONT PROFITER DES GAINS NON ATTENDUS POUR SOUTENIR LEUR RELANCE ÉCONOMIQUE ET RECONSTRUIRE LEURS RÉSERVES STRATÉGIQUES »**

Prenant en compte que la finalité de la conférence était la recherche de solutions innovatrices, on peut qualifier la conférence de positive, laquelle a apporté des propositions de résolutions pour le continent, telles que:

- Les pays africains producteurs de pétrole devront profiter des gains non attendus pour soutenir leur relance économique et reconstruire leurs réserves stratégiques.
- Pour freiner l'impact de l'augmentation des aliments et l'énergie dans les pays plus vulnérables, les pays devront renforcer et élargir les réseaux de sécurité sociale correspondante.
- Améliorer la gouvernance et mettre fin au gaspillage des ressources.
- Intensifier les reformes structurelles et diversifier sa base productive.
- Les pays devront profiter la zone de libre échange du commerce africain en augmentant le commerce des aliments, industrie et service pour augmenter la résistance aux impacts externes, et remettre en marche la relance de l'Afrique après les crises de la Covid-19.

Les professeurs Joseph Tchundjang Pouemi et Nicolas Agbohou ont fait la mention selon laquelle le Franc CFA est un frein au développement des pays qui l'utilisent comme devise nationale. En deuxième analyse, ils ont également dit que le Franc CFA est un moyen grâce auquel la France s'enrichit pendant que l'Afrique s'appauvrit. Troisièmement, le professeur Agbohou affirme que le Franc CFA est le nazisme monétaire. Qu'en pensez-vous de ces trois affirmations?

En ce qui concerne le discours des professeurs Joseph Tchundjang Pouemi et Nicolas Agbohou sur le frein pour le développement des pays utilisant le Franc CFA comme monnaie nationale, notre opi-

nion est la suivante:
Au sujet du nazisme monétaire, il est connu que le Franc CFA, apparaît comme un système monétaire destiné à contrôler les colonies françaises d'Afrique et faciliter le drainage de ses ressources vers la France. Aucune décision de la politique monétaire n'est approuvée sans l'accord de la banque de France. A la date aujourd'hui, les 50% des réserves restent en France, par impératif légal, dans la Banque Centrale de France, ainsi que les 90% des réserves d'or des pays de l'utilisation de la monnaie.
Parlant du fait précité, on peut confirmer que, ne disposant pas d'une part substantielle des réserves monétaires et non monétaires, cela suppose un dommage flagrant pour les économies des pays utilisant le Franc CFA. Cela limite l'accès au financement des grands marchés, ainsi que les investissements structurels nécessaires requis de temps en temps par ce pays.

A partir de décembre 2019, les dirigeants des pays du Franc CFA de l'Afrique de l'Ouest ont reformé leur monnaie, la relation de la BCEAO leur banque centrale commune, avec la France. Que pensez-vous de cette réforme? Une telle réforme est-elle en train de se préparer avec le Frs CFA de l'Afrique centrale? Si c'est le cas, quels sont les grandes lignes de cette réforme?

Primo, un changement de la dénomination du franc CFA à «ECO» en aucun moment en 2020. Le deuxième objectif est de supprimer l'obligation des Etats de l'UEMOA de centraliser les réserves extérieures dans un compte du Trésor français. En troisième lieu, le retrait de la France des organes décision des autorités de l'UEMOA. En quatrième lieu, l'établissement en parallèle d'un dialogue entre les autorités respectives et l'introduction du mécanisme de contrôle des risques.

Il convient de mentionner que la réforme n'affecte pas les caractéristiques essentielles de la coopération existante en matière de système monétaire entre la France et les Etats de l'UEMO. En particulier, elle maintient la convertibilité entre l'Euro et le Franc CFA à une parité fixe soutenue par une garantie budgétaire illimitée e inconditionnelle de la France.

La guerre en Ukraine est en train de faire grimper les prix du pétrole et gaz. Pouvez-vous nous monter avec des exemples et données comment cette situation est en train d'affecter la République de Guinée Equatoriale?

Par la situation dans les marchés internationaux, on a observé une inflation considérable faisant partie du processus de production des biens essentiels pour des raisons de manque de fourniture de matières premières comme le pétrole brut, le blé et le maïs (lesquels produits proviennent de la Farine), entre autres.

Dans le cadre de cette réalité, la

> **« DU FAIT D'UN INSUFFISANT STOCK DES RÉSERVES MONÉTAIRES ET NON MONÉTAIRES, LES ÉCONOMIES DES PAYS UTILISANT LE FRANC CFA ONT UN ACCÈS LIMITÉ AU FINANCEMENT DES GRANDS MARCHÉS, CE QUI RÉDUIT LES INVESTISSEMENTS STRUCTURELS NÉCESSAIRES »**

République de Guinée Equatoriale, n'est pas restée en marge, prenant en compte qu'elle importe une grande partie des biens et services consommés dans le pays. Ainsi les effets inflationnistes provoqués par ces crises mondiales, sont arrivés au pays et sont entrain de provoquer l'augmentation des prix des produits agro industriels et du carburant.

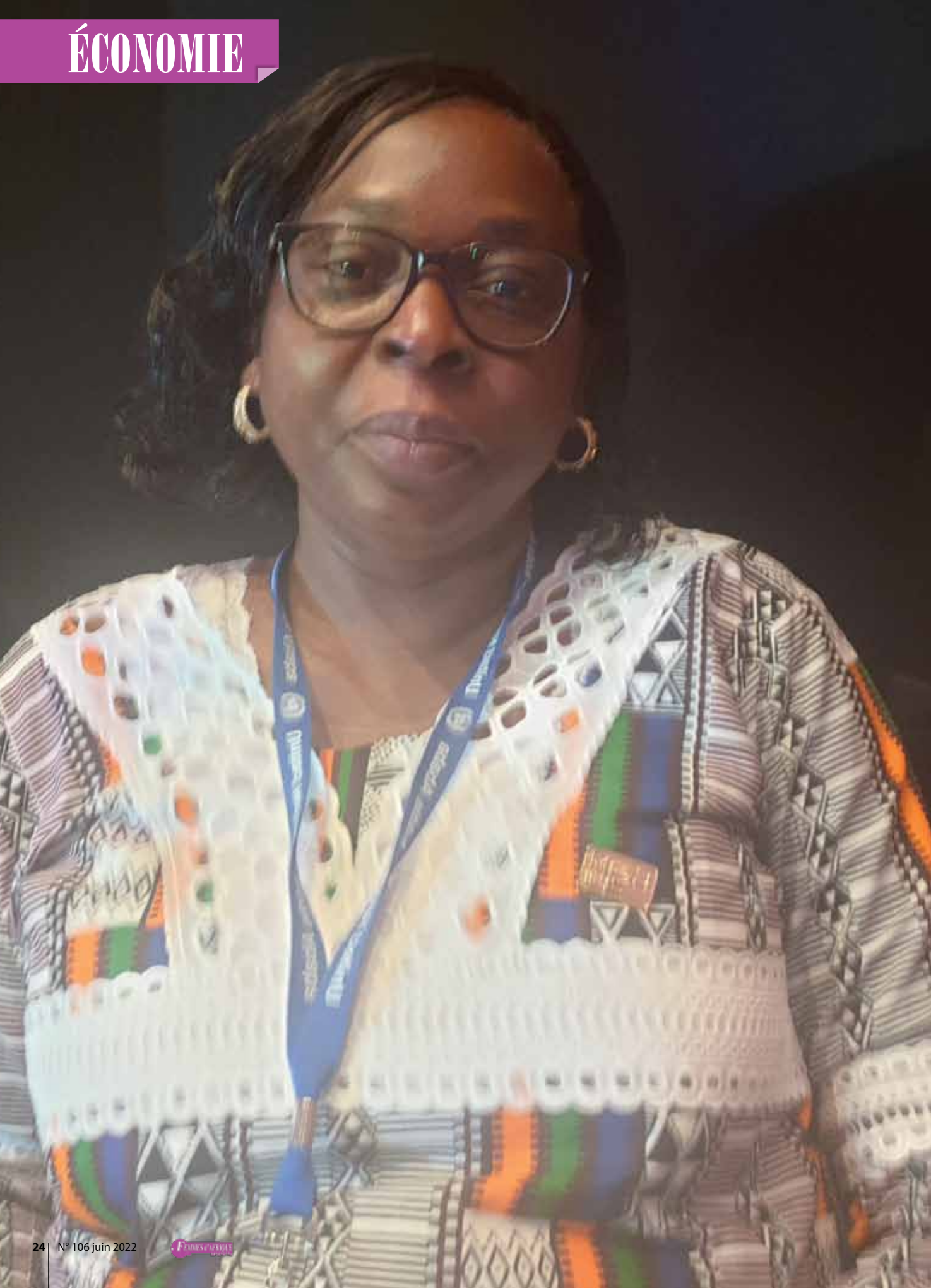
Quels sont les principaux problèmes dont fait face le financement du développement de la République de Guinée Equatoriale? Comment contribue votre Ministère à résoudre ces problèmes?

En ce qui concerne les principaux problèmes pour le financement du développement de la République de Guinée Equatoriale, il convient de citer entre autres:

- Le non-respect de l'accord de première génération de la PREF-CEMAC
- Le pourcentage élevé de la subvention du gouvernement au pétrole, tournant approximativement à 50%.

Au sujet de la Réponse du Ministère des Finances, Economie et Planification:

- Le Gouvernement de la République de Guinée Equatoriale par le truchement du Ministère des Finances, est en train de travailler dans la configuration d'un plan de Stratégie de Diversification Economique dans le but de renforcer les différents secteurs économiques, en mettant en relief l'agriculture, pêche, tourisme et principalement l'industrie, diminuant la dépendance d'un secteur concret (pétrole), et augmenter les recettes fiscales. D'autre part, on est en train de travailler pour la mise en œuvre des politiques de contrôle de la fiscalité des contribuables.



Brigitte COMPAORE, Ministre Déléguée, Chargée du Budget du Burkina-Faso

« Nous devons améliorer le recouvrement de nos ressources internes à travers la digitalisation».

Dans quel cadre étiez-vous au Sénégal ?

Je suis venue à Dakar pour participer à la réunion ministérielle sur le financement des économies afri-caines. La Covid-19 nous a mis face à la fragilité de notre système sanitaire. A cet effet, nous avons mis en place un plan de riposte pour juguler les effets de la crise et conforter la résilience économique du pays.

Comment le Burkina fait face aux différentes crises ?

Ce plan de riposte nous a coûté 150 milliards de Francs CFA et concernait principalement les cas de contamination à la Covid-19, la prévention, le contrôle des infections, mais aussi une série de mesures administratives, fiscales, douanières et financières en faveur des entreprises et des acteurs du secteur informel.

Il s'agissait pour nous de préserver l'emploi et la croissance économique du Burkina. Il fallait que notre économie fortement frappée par la Covid-19 soit résiliente Donc les mesures urgentes ont concerné les exonérations et assouplissements fiscaux. Un moratoire sur les échéances bancaires des entreprises impactées.

Nous avons financé la recherche sur les maladies infectieuses et la production de médicaments. Un montant de 15 milliards a été mis en place à cet effet. Nous avons mis en place un fonds de relance économique d'un montant de 100 milliards de Francs CFA. Voilà ce que nous avons entrepris.

Quel est l'impact de la crise ukrainienne sur l'économie burkinabè ?

Nous sentons fortement cette crise qui a joué sur l'inflation dans le pays. Une flambée des prix est cons-tatée sur les produits de première nécessité. Dans un premier temps, nous avons renforcé notre stock de sécurité alimentaire pour mettre à disposition des populations des biens à un prix très social. Nous avons subventionné les intrants pour avoir une campagne cotonnière sereine. Un comité a été mis en place pour proposer des mesures pour faire face à cette crise.

Que faire pour relancer les économies africaines ?

Nous devons améliorer le recouvrement de nos ressources internes à travers la digitalisation. Et égale-ment aller vers des mécanismes innovants de financement. Faire des efforts en ce qui concerne la ques-tion de la bonne gouvernance. Au Burkina, nous avons pour ambition de dépolitiser l'administration et lutter contre la corruption. Nous y travaillons.

Edlam Abera Yemeru, Directrice Genre et Développement social à la Commission Economique pour l'Afrique des Nations Unies

«Si on veut s'en sortir, il nous appartient d'axer les investissements dans le capital humain».

Quel a été votre apport dans cette 54e session de la Conférence des Ministres africains des Finances et du Plan à Dakar ?

Nous avons discuté de questions très importantes pour l'Afrique. La relance économique dans le con-texte de la Covid-19 et de la crise ukrainienne.

Comment l'implication du genre peut aider à relancer les économies africaines ?

Le genre est très important et cela s'est vu récemment. Pendant les temps forts de la pandémie, les femmes ont été très affectées par des violences conjugales élevées, leur rôle dans les foyers a été diffi-cile. Or tout cela a un cours pour les familles mais surtout pour le développement social. Intégrer la question du genre pour la relance des économies africaines est très important si on veut réussir. Sans cela, on prend un très grand risque et on reste vulnérables.

Combien cela peut coûter ?

C'est difficile à quantifier comme cela, car il y a beaucoup de monde et e même temps beaucoup de priorités sociales en Afrique. Pendant la Covid-19, les gouvernements ont élevé les investissements dans la protection sociale. 2.2 milliards de dollars ont été investis dans la protection sociale.

Si on veut s'en sortir, il nous appartient d'axer les investissements dans le capital humain. La relance et la transformation de l'Afrique passent par cet investissement précis.

1 - 4 NOVEMBER 2021 | KIGA

Mama Keïta, Directrice Sous-régionale Afrique de l'Est du Bureau de la CEA

« 150 milliards de dollars supplémentaires sont désormais nécessaires pour relancer nos économies »

Comment se porte aujourd'hui les économies de l'Afrique de l'Est que vous suivez au quotidien pour la CEA ?

Avant la crise de la Covid-19, cette région était la seule à avoir le taux de croissance le plus élevé pen-dant une très longue période. Le taux de croissance moyen était de 6% en Afrique de l'Est, ce qui est fortement remarquable. De nombreux pays tiraient la croissance du continent par le haut.

Pourtant ce sont des pays qui ne sont pas forcement riches en ressources. Ce sont des pays qui ont es-sayé de promouvoir l'industrialisation à partir de l'agriculture, un fort développement du tourisme, des BTP. Ces économies ont montré qu'elles ont un fort potentiel, mais elles ont été frappées très durement par la Covid-19.

Elles sont naturellement passées par la case récession. Elles ont en train de revenir et on les aide à mettre en place des politiques qu'il faut pour renforcer les chances d'une relance forte.

En quoi les contingences économiques actuelles et les crises politiques ont affecté ces économies ?

La crise de la Covid-19 a rendu ces pays vulnérables. Ce sont des pays qui dépendent des exportations des matières non transformées, donc des prix internationaux. Quand ces prix deviennent volatiles, ces pays connaissent une certaine vulnérabilité. Avec l'interruption du commerce international, ils ont été frappés.

Il y a eu différents chocs sur les ménages, sur l'espace budgétaire des Etats, et des entreprises. La crise de l'Ukraine est en train de produire les mêmes effets avec les raretés au niveau de certains produits alimentaires, le blé et l'huile de tournesol.

La crise ukrainienne est en train de créer une hausse des prix de l'énergie. Quand le prix de l'énergie augmente, le prix des transports augmente, et quand le prix des transports augmente, tout augmente. Le ministre des finances de la Tanzanie nous expliquait que les prix du transport sont en hausse chez eux.

La bonne affaire derrière, c'est que ça nous amène à prendre conscience sur nos sources d'approvisionnement. Comment faire pour les diversifier et faire mieux. La Tanzanie et l'Ouganda sont en train de mettre des grands espaces de terre pour commencer à produire des huiles alimentaires.

Au niveau de la CEA, comment vous vous y prenez pour accompagner cette relance ?

A la CEA, nous essayons d'être un think tank. Nous essayons de produire de la connaissance, qui doit soutenir de manière chiffrée sur la base d'analyses pointues, la prise de décision des politiques économiques. Nous aidons les pays à améliorer leurs politiques, leurs stratégies.

On apporte de l'assistance technique aux pays pour pouvoir bien mettre en œuvre ces politiques qu'on préconise. En ce moment, nous travaillons avec les pays pour que la ZLECAF soit une réalité car il y beaucoup de blocages à ce niveau.

Nous faisons de l'information, de la sensibilisation pour améliorer les politiques commerciales, comment éliminer les barrières non-tarifaires par exemple. Nous faisons aussi beaucoup de renforcement de capacités au niveau de la CEA.

On aide également dans le domaine de la statistique, parce que sans des données fiables, il est difficile d'implémenter des programmes de développement mais aussi de mesurer les progrès, de trouver les failles et d'adopter les actions correctives.

Nous intervenons dans plusieurs domaines dont le change-ment climatique qui devient une menace accrue pour nos économies.

On essaye de rassembler les pays pour avoir une position commune africaine. On fait beaucoup de choses.

Selon vos calculs, à combien se chiffre les besoins de la relance économique africaine ?

Avant la crise ukrainienne, on parlait d'un chiffre de 100 milliards de dollars pour relancer nos économies. Les besoins sont encore plus nombreux avec cette crise. 150 milliards de dollars supplémentaires sont désormais nécessaires pour relancer nos économies et atteindre les objectifs de développement durable.

TOUMA FALL, FRANCOPHONIE

Youma Fall

Une pionnière de l'entrepreneuriat numérique au service de l'action sociale

La cofondatrice de paydunya fait partie de ces femmes sénégalaises qui de plus en plus dirigent les entreprises avec des solutions concrètes à la clé. Longtemps investie dans le bénévolat, son parcours aujourd'hui force le respect.

« Pourquoi les Fintech ? Je dirais, tout d'abord, que c'est pour répondre à un besoin. Le besoin d'aider des personnes qui veulent travailler, récupérer leur argent ou qui se lancent dans l'entreprenariat, à pouvoir gérer leurs affaires », une affirmation qui illustre bien le parcours social et professionnel de Youma Fall. De la petite enfance bénévole à la jeune dame entrepreneure, la cofondatrice de la Fintech PayDunnya, un agrégateur africain de paiements, a su se frayer un chemin malgré les défis et obstacles.

Inspiration

A 13 ans, elle entreprend ses premières actions humanitaires en intégrant des ONG. C'est le début d'une longue expérience en bénévolat. «L'éducation des enfants et l'autonomisation des femmes » sont les sacerdoces de sa vie. Cette sensibilité et ce dévouement pour ces couches sociales démunies seront d'ailleurs à l'origine de ses projets en entreprenariat. Se lancer en affaire, gérer des responsabilités et devenir son propre patron, ce n'est pas une mince affaire, il s'agit plutôt d'un vrai challenge. C'est une décision qui ne peut pas être prise à la légère, surtout lorsqu'on décide de devenir une femme entrepreneure pour lancer son propre projet et libérer tout son potentiel. C'est ce pas que la Directrice exécutive de PayDunnya a franchi.

Pur produit de l'école sénégalaise, Youma Fall a su allier études et dévouement pour venir en aide aux entrepreneurs sans solutions efficaces face à une demande très forte. De la vie associative à la consul-tance en affaire, elle a fait preuve de grandeur, en soutenant des initiatives et sans moyens. « Il se trouve qu'en 2013, lorsque nous étions encore étudiants, j'étais dans une association estudiantine qui aidait les petites entreprises. On accompagnait un GIE de femmes et un GIE de pêcheurs. Ce groupe-ment de femmes s'activait dans la transformation de produits locaux. Leur plus grand problème était un réseau de distribution et comment elles allaient écouler leurs produits. On s'est dit pourquoi ne pas leur créer un site web ? Ce que nous avons fait ? Seulement, nous nous sommes rendus compte qu'on ne pouvait pas payer l'hébergement parce qu'on n'avait pas de carte bancaire ». Cette expérience estudiantine a été l'élément déclencheur de l'une des premières Fintech sénégalaises. Elle se targue aujourd'hui de cette fierté : « nous sommes les pionnières dans le secteur au Sénégal ». La Fin-tech lancée le 26 novembre 2015, Youma Fall et « nouveau bébé » ont vécu une période de disette. Avec zéro chiffre d'affaires au début, la nouvelle entreprise n'a enregistré de transaction qu'en février 2016. Cette première période n'a pas été la goutte d'eau qui fait déborder le vase, mais celle qui apporte un nouveau souffle d'espoir. Il faut dire que la Fintech montée par des étudiants « fait près de 500000 transaction journalières ». De quoi être fière.

Aujourd'hui PayDunnya est la première Fintech à obtenir la certification PCI DSS level 1 au Sénégal. Ce parcours si brillant de Youma Fall est le fruit d'une bonne formation et d'une solide expérience professionnelle. « Ingénieure de conception en télécommunications avec une option sur les services à valeur ajoutée vers les réseaux et services mobiles. J'ai obtenu mon diplôme en 2015, année durant laquelle je me suis lancée dans l'entreprenariat. Depuis que j'ai commencé à travailler, je suis passée par les opérateurs de télécommunications. J'ai aussi lancé deux autres entreprises », explique-t-elle. Depuis lors, elle est restée dans la même dynamique, celle de soutenir les entrepreneurs, de leur apporter des solutions et d'œuvrer dans le social. « L'idée était d'aider les autres entreprises à pouvoir faci-lement collecter leur argent, à réduire les coûts de cash management, concrètement dans tous les sec-teurs d'activité. On a aujourd'hui, des entrepreneurs solos, des entrepreneurs formels et informels. Nous sommes commercialement présents dans 4 pays, avec 57 emplois pour une moyenne d'âge qui tourne autour de 29 ans », renseigne la patronne de PayDunnya. Le développement des entreprises est un moteur essentiel de la croissance économique et de la création d'emplois. Sans l'entreprenariat, il y'aurait peu d'innovation, peu de croissance de la productivité et peu de nouveaux emplois. Pour Miss Fall, la question du genre se pose très souvent dans ce secteur. Seulement, elle s'est rendu très récem-ment compte qu'il y avait peu de femmes fondatrices de Fintech au Sénégal. Par contre, elle reconnait que ces, braves dames prennent beaucoup d'initiatives. Les femmes entrepreneures doivent encore faire face à quelques clichés et préjugés qui stéréotypent leurs rendements et freinent leur désir d'évoluer et de créer de la valeur ajoutée. Et pourtant, les femmes sont de redoutables cheffes d'entreprise et n'hésitent plus à lancer leurs propres affaires.

Marie Hélène NGOIE SANGO

«Les femmes doivent savoir qu'elles ont un grand rôle à jouer»

Economiste de formation, la directrice générale des établissements Belynaar, présidente de l'ONG « Epanouissement de la Femme Congolaise (EFC), Vice-présidente du Consortium des réseaux des femmes Congolaises, Coordonnatrice adjointe du Réseau Environnementale pour une Planète Verte (REPLAVER), Présidente directeur général du Forum d'entrepreneuriat des femmes Congo-laises (FEFCO) et Co-fondatrice des 3 coopératives minières nous présente, quelques semaines après le sommet mondial de la femme d'expertise du Comores, sa formule pour booster l'entrepreneuriat féminin au Congo et améliorer l'implication des femmes dans les affaires économiques en Afrique.

C'est quoi le concept « forum d'entrepreneuriat des femmes congolaise » et qu'elle est la fréquence de ses rencontres ?

Le forum d'entrepreneuriat des femmes Congolaises est une plate-forme qui réunit plusieurs ONGD, PME et structures qui œuvrent dans l'entreprenariat féminin d'abord. Depuis quelques temps, nous avons des hommes qui adhèrent aussi, puisque la parité l'exige, nous les acceptons sans problème. Nous sommes un groupe d'intérêt économique (GIE). Sur ce, tout le monde est obligé de travailler.

Quel est l'objectif du sommet mondial des femmes d'expertises ?

Le Sommet mondial des femmes d'expertises, qui est un grand rendez-vous mondial des femmes entrepreneures, qui est à sa première édition, c'est une opportunité donnée aux femmes, qui excellent voire même celles qui ne se reconnaissent pas encore, de participer pour que nous soyons à mesure de conjuguer ensemble pour une Afrique plus forte et émergente. La femme a la capacité d'impacter le monde surtout quand elle est accompagnée, formée, coachée, elle peut faire de grandes choses.

En participant à ce sommet au Comores, que doivent attendre, en termes d'opportunités, les femmes entrepreneures du continent et comment il va sauver l'Afrique ?

D'une part, elles seront formées, elles vont entrer en contact avec les femmes d'autres pays, partager les expériences, signer les partenariats gagnant-gagnant. D'autre part, chaque entrepreneure aura à développer sa production et saura où et comment obtenir les grands marchés et contribuer au développement de son pays tant soit peu. Les femmes du continent doivent savoir qu'elles ont un grand rôle à jouer en tant qu'éducatrices d'abord, mère nourricière, entreprenante de nature. Ainsi, nous devons être capables de compétir, car l'Afrique ne manque de rien. Ensuite, nous serons capables de chasser la pauvreté par la création d'emplois et la création d'une nouvelle classe politique

Il va sauver l'Afrique par des techniques innovantes que nous allons apprendre là-bas et ces échanges d'expériences car les choses ont beaucoup changé. Donc, nous devons nous adapter pour améliorer notre mode de vie positivement.

Qui doit participer et comment faire pour y participer ?

Toutes les femmes entrepreneures qui ont le souci de se faire grandes.. Toute personne qui veut échanger son expertise avec d'autres dans le souci d'accroître son business. Il faut juste payer les frais de participation, d'invitation et de séjour qui sont mis dans les packs voulus et payer son billet aller-retour, le visa est octroyé sur place à l'aéroport.

Selon vous, qu'est ce qui empêche le décollage de l'entrepreneuriat féminin en Afrique ?

Primo, nous avons évolué seule pendant longtemps sans se former, ni s'informer. Secundo, il y a nos gouvernants qui trainent le pas pour accompagner les femmes. Tertio, la majorité des femmes travail-lent dans l'informel, ce qui fait qu'elles n'ont pas la possibilité d'évoluer et de gagner des grands marchés. Cette fois-ci, nous disons qu'il est grand temps pour que la femme entrepreneure voit loin et se mette au même diapason que son partenaire homme. Et évitons aussi les us et coutumes qui freinent l'avancement des activités des femmes. Enfin, nos lois doivent permettre à la femme de se retrouver partout selon ses capacités.

Un mot en guise de conclusion

Je remercie toute l'équipe de Femmes d'Afrique magazine qui a pensé à ma modeste personne et qui donne la possibilité aux femmes du continent de s'exprimer et de mettre en lumière ce qu'elles entreprennent.

Sandra Eyang Ncogo Belobe

L'ambition d'une reine de l'industrie de la beauté en Guinée Equatoriale

Experte avérée dans le domaine de la cosmétique, elle est à la tête de l'entreprise Sandy Beauty qui révolutionne l'industrie cosmétique de son pays. Elle est qualifiée de « génie créatif » par les professionnels du secteur est une marque de reconnaissance.

Sandy Beauty devient progressivement une industrie du cosmétique. Elle produit déjà 5 marques : Sandy natur, Sandra bella Equatoguinée, Sandy adiós maquias, Sandy joven tersa, Sandy vejez de loto. Pour la promotrice, Sandy Beauty aspire à devenir une entreprise multinationale de référence mondiale et exclusive de cosmétiques BIO haut de gamme d'origine équatoguinéenne, à la satisfaction de tous les clients en offrant des produits personnalisés en fonction de leurs besoins.

Caractéristique

L'entreprise fabrique des produits respectueux de l'environnement. Elle investit dans la recherche pour obtenir des produits fonctionnels, optimaux, innovants et viables. Au travers de Sandy Beauty, l'ambitieuse Sandra Eyang Ncogo Belobe veut developper les nouvelles technologies adaptées au cosmétique BIO. Voilà pourquoi elle promeut la technologie de recyclage, l'agriculture du pays car c'est à base des plantes riches qu'elle sequence le produit cosmétique. Elle offre également des traitements et des produits personnalisés qui répondent aux besoins du consommateur.

Elle va au-délà de la simple peau pour offrir un traitement de bien être : ce sont les soins du corps, soins des cheveux, kit de spa. Avec des produits fabriqués dans ses laboratoires. C'est carrément un soin complet. L'entreprise fournit 17 variétés de savon artisanal pour les soins du corps.

Evolution

Sandy Beauty a été organisée, constituée et enregistrée à Malabo (Guinée équatoriale) par Mme Sandra Ncogo Belobe, une entrepreneuse professionnelle dont la connaissance de l'environnement comercial, des défis et du contexte remonte à de nombreuses années.

Sandy Beauty est pleinement opérationnel depuis 2018 et a produit une gamme de savons, d'huiles et de gommages qui commence à s'inscrire sur le marché local. " Nous espérons développer et mettre en œuvre une campagne de marketing stratégique et placer nos produits dans les principaux magasins locaux, supermarchés, pharmacies, etc., à Malabo et Bata à court terme et un objectif majeur de pénétrer le marché américain en établissant des relations avec des magasins africains et d'autres distributeurs à l'étranger ", dit-elle. .

Business plan

Pour installer son projet entièrement, la promotrice veut injecter des capitaux. Son plan d'affaires se chiffre à 760 000 000 Fcfa. Elle s'ouvre ainsi à des actionnaires partageant sa passion, son rêve ou son sens des affaires. Son marché c'est l'Afrique et le marché international.

Les femmes africaines et les secrets de leur beauté

Nous vous proposons de découvrir ou redécouvrir quelques « secrets » de beauté des femmes africaines sur le continent noir mais aussi dans chaque pays du monde et encore une fois tout est… Naturel !

Le karité : un trésor sacré

Originaire de l'Afrique de l'ouest, cet arbre sacré ou arbre à beurre est adulé au Sénégal, béni en Côte d'Ivoire et au Burkina Faso, sanctifié au Ghana, au Bénin, au Togo ou au Nigéria. La tradition veut qu'on ne plante pas un karité au risque qu'il refuse de pousser et prive les populations de ses bienfaits. De ses noix est issu un beurre qui ne se contente pas d'accompagner tous les plats. Particulièrement riche en actifs hydratants en vitamine A, F et D, cet onguent protège et répare la peau des morsures du soleil, lutte contre les problèmes de déshydratation et de desquamation dus à la sécheresse du climat, lustre les cheveux en gainant la tige pilaire et facilite ainsi le tressage, accélère la cicatrisation des plaies. Dans les régions où la malaria fait rage, il se mélange à d'autres ingrédients comme la citronnelle pour éloigner les moustiques.

En Côte d'Ivoire, on le mélange à l'huile de coco. Baptisé karicoco, le baume renforce l'efficacité des massages sur des membres luxés. Déjà présent dans les secrets de beauté de la reine Néfertiti, le beurre de karité nourrit depuis des milliers d'années l'intérêt de tous ceux qui découvrent ses bienfaits.

Mettre son corps dans tous ses éclats avec le karité

Pour les cheveux : La veille de votre shampoing, laissez fondre dans la chaleur de vos mains l'équivalent de 1 cuillère à soupe de beurre de karité. Faites ensuite rouler vos cheveux encore secs entre vos paumes, mèche par mèche, pour une bonne répartition du karité. Trempez une serviette dans de l'eau bouillante, essorez-la et entourez-la autour de votre tête. Patientez 20 minutes, le temps que les actifs gras pénètrent au cœur de la tige pilaire, puis ôtez la serviette. Procédez au shampoing le lende-main.

Sur le visage : Faire fondre une noix de beurre dans vos mains. Par des mouvements circulaires effectués avec le bout des doigts, faites-le pénétrer sur l'ensemble du visage. Insistez plus longuement sur les zones inertes, à savoir la base du nez et la commissure des lèvres. (Ne convient pas aux peaux grasses et acnéiques).

En soin du corps : Mixer le karité, un morceau d'ambre, 3 clous de girofle et 2 boutons de roses très parfumés, jusqu'à l'obtention d'une pâte homogène. Formez des petits galets et laissez-les sécher quelques jours et si possible au soleil.

Pour les jambes : Réduisez un galet (karité, ambre, rose…) préalablement confectionné et mélangez la poudre obtenue à l'huile de palme. Plongez vos mains dans la préparation et appliquez-la sur le corps en commençant par les jambes. Effectuez des mouvements de glisse ample aux chevilles aux ainés. Massez plus en profondeur les mollets et les cuisses pendant 2 ou 3 minutes afin de détendre les muscles.

Sur le ventre : Des mouvements circulaires dans le sens des aiguilles d'une montre décontractent les muscles abdominaux et favorisent le transit intestinal. Il est un excellent réparateur pour la peau du ventre qui a tendance à se distendre et à perdre son élasticité surtout lors d'une grossesse.

Pour les bras : Commencez par de simples effleurages, du poignet à l'épaule. Puis, en serrant légèrement, encerclez un biceps avec les doigts de la main opposée et faites-les glisser jusqu'au bout des doigts. En soin optique, le beurre de karité peut s'utiliser quotidiennement en guise de crème hydratante antirides pour le visage et pour le corps. En effet, les phytostérols qu'il contient favorisent le renouvellement des cellules et l'assouplissement de l'épiderme. Sur des cheveux particulièrement secs par exemple, après un séjour estival à la mer, vous pouvez également appliquez sur les pointes, une toute petite quantité de beurre.

L'huile de palme : élixir de beauté

En dehors du beurre de karité, l'ingrédient de soin le plus répandu est l'huile de palme. Extraite de la noix de palmier, sa richesse en caroténoide et en vitamine E lui confère des propriétés antioxydantes très appréciées des Africaines. En Côte d'Ivoire, les femmes l'utilisent quotidiennement, aussi bien pour se protéger des rayons nocifs du soleil que pour hydrater et assouplir leur peau après la toilette.

Dans les villages reculés de brousse, hommes et femmes s'enduisent généreusement les jambes de cet onguent de couleur miel. Ainsi dans les champs, les herbes hautes et les brindilles des arbustes griffent moins profondément. Contrairement au beurre de karité dont l'odeur un peu rance peut indisposer, l'huile de palme exhale un parfum proche de celui du Monoi Tahitien. Vous pouvez donc l'utiliser pure ou l'additionner d'un peu de jus de citron avant de l'appliquer sur le corps.

Commencez par le visage et le cou avant de poursuivre sur le torse et les membres. Sur la pointe des cheveux très secs ou colorés, elle redonne brillance et souplesse.

Le kaolin : le secret des peaux saines

Roche argileuse, blanche et friable, le kaolin est réputé en Afrique pour soigner les peaux à tendance acnéique. Comme toute autre argile de couleur, il régule la production de sébum et éclaircit le teint. Mélanger 1 cuillère à soupe de kaolin dans un bol à moitié rempli d'eau minérale. Veillez à ce que la texture ne contienne aucun grumeau avant de l'appliquer uniformément sur le visage, en évitant le contour des yeux. On peut y ajouter au choix quelques gouttes de jus de citron. 1h d'application suffit amplement mais pour plus de résultats, certaines femmes notamment les Camerounaises préfèrent le laisser agir sur le visage tout une nuit.

L'avocat

Répandue dans toute l'Afrique de l'ouest, cette recette vise à apaiser et assouplir les peaux tiraillées par la sécheresse. Pour confectionner ce masque, écrasez la chair d'un avocat bien mûr et ajoutez quelques gouttes de citron avant d'appliquer le tout sur le visage. Rincez à l'eau claire au bout de 15 minutes. L'avocat est également excellent pour favoriser la pousse du cheveu afro.

Emilie Kouatchou

La première femme noire à tenir un rôle principal dans « Phantom of the Opera » à Broadway

L'actrice d'origine camerounaise sera la tête d'affiche de cet opus légendaire de l'opéra américain. Emilie Kouatchou perpétuera le mythe tout en y imposant une originalité propre.

Emilie Kouatchou est la première Christine noire dans « Phantom of the Opera » à Broadway. Pendant des mois, elle n'a été qu' interprète du rôle et ce à trois reprises la semaine. Aujourd'hui, elle a le rôle principal.
À propos de ce rôle, l'actrice superbement talentueuse a déclaré : « Cela me donne l'impression que je peux le faire ! J'ai été inspirée par d'innombrables autres femmes sopranos noires, comme Audra McDonald, Heather Headley et Patina Miller, des personnes que j'ai regardées en grandissant. Peut-être que, d'une certaine manière, le fait que je sois la première Christine noire aidera quelqu'un d'autre à prendre confiance en lui et à se dire "Je peux le faire aussi", et il pourra continuer et faire des choses encore plus extraordinaires. J'aime voir les choses en grand de cette façon. C'est tellement plus grand. Je suis vraiment reconnaissante de pouvoir porter un héritage ».
Kouatchou entre dans l'histoire en jouant dans le spectacle le plus long de l'histoire de Broadway. Toute heureuse, elle trouve que « c'est excitant. Phantom est une pièce qui est là depuis si longtemps, elle est respectée et aimée. C'est la raison pour laquelle les gens viennent à New York. C'est vraiment excitant de pouvoir entrer dans ce spectacle très ancien et intemporel. Il y a des gens dans le bâtiment qui travaillent sur le spectacle depuis plus de 30 ans et j'apprends donc d'eux ».
Phantom occupe une place particulière dans le cœur de Mme Kouatchou : « C'est le premier spectacle que j'ai vu à Broadway, alors que je faisais partie du club de théâtre d'un lycée. Nous étions dans les gradins. Puis j'ai regardé le 25e anniversaire et c'est mon principal souvenir de Phantom ».
Kouatchou, diplômée de l'Université du Michigan en théâtre musical, a grandi à Palatine, dans Illinois, et elle se souvient qu'elle pensait qu'elle allait devenir médecin. « Ma mère était médecin, mon père était un homme d'affaires. Ils étaient originaires du Cameroun et ont grandi avec l'idée que pour réussir, il fallait être médecin ou ingénieur. J'ai attrapé le virus du théâtre lorsque j'ai commencé à faire du théâtre à l'âge de 9 ans dans un théâtre communautaire. Ensuite, j'ai participé à un stage d'été inten-sif de théâtre dans l'Illinois depuis mon lycée et j'ai dit à mes parents que je voulais faire ça. Ce n'est pas facile d'être un artiste et un acteur à New York. Je me suis présenté aux auditions. J'étais déterminée à y arriver et je l'ai fait. La première fois que je monte sur scène, c'est terrifiant, mais au bout de quelques minutes, ça va. J'étais super timide quand j'étais enfant et je le suis toujours, mais c'est vraiment excitant. Être vulnérable pour une tonne de gens, c'est un peu sadique, mais j'adore ça ».

La Vice-Ministre Aminata Namasia a inauguré l'Institut Badiadingi réhabilité

La Vice-Ministre de l'Enseignement Primaire Secondaire et Technique, Aminata Namasia, a inauguré, récemment, l'Institut Badiadingi, à Kinshasa, six mois après les travaux de réhabilitation.

Cet institut, construit en 1974, a été réhabilité et équipé par l'Église de Jésus-Christ des Saints des derniers jours, pour un coût total de 350 mille dollars US, comportant ainsi 28 salles de classe et plusieurs bureaux.
Dans son allocution, la Vice-ministre, Aminata Namasia, a remercié l'Église de Jésus-Christ des Saints des derniers jours pour avoir assuré la réhabilitation de cette école en tant que confession religieuse qui s'est investie dans ce secteur. « Il est important d'être en joie du fait de cette réalisation d'une part, et d'autre part, de remercier l'Église de Jésus-Christ des Saints des derniers jours, car, elle fait partie des rares confessions religieuses qui s'investissent dans ce secteur », a indiqué Mme Aminata Namasia.
En bénéficiaire, de son côté, le Responsable de cet établissement scolaire a profité de l'occasion pour remercier le Chef de l'État de la République démocratique du Congo (RDC) pour l'effectivité de la gratuité de l'enseignement primaire, tout en saluant le dynamisme et le combat du ministère de l'enseignement primaire et secondaire pour la pérennisation et la consolidation de cette gratuité.
Quant au président du comité des parents de cette école, il a aussi remercié tous les acteurs du secteur de l'éducation impliqués dans la réhabilitation de cet établissement scolaire.
La Députée nationale Mme Henriette Wamu ainsi que le Directeur Humanitaire de l'Église de Jésus-Christ des Saints des derniers jours, étaient présents lors de cette cérémonie.
Par ailleurs, la République démocratique du Congo va bientôt bénéficier de 242 millions d'euros dans le cadre du partenariat de l'éducation mondiale, a appris le même jour l'Agence Congolaise de Presse des sources proches du ministère de l'enseignement primaire, secondaire et technique (EPST)
Le ministre de l'EPST, le Pr Tony Mwaba Kazadi, indique la source, a également signé des accords de coopération entre la RDC et la Turquie dans le domaine de l'éducation.

Découverte

Vallée des reines, le pouvoir des femmes égyptiennes dévoilé

Ce dernier a été révélé à travers un documentaire intitulé « Les secrets de la vallée des reines, le pouvoir des femmes égyptiennes 1500 ans avant l'ère chrétienne » diffusé le 03 mars dernier sur France Télévision, le groupe de télévision publique de l'Etat français.

Les cinéphiles l'ont trouvé très intéressant, et même très « passionnant ». Le documentaire intitulé « Les secrets de la Vallée des Reines » a fait tâche d'huile. Ses « reconstitutions numériques » ont plongés les téléspectateurs dans les entrailles de la Vallée des reines située au pied d'une colline proche de Louxor, de l'autre côté de la Vallée des rois. Parmi les principales attractions figurent une centaine de tombes, des fœtus momifiés, des épouses de pharaons. Une fascinante cité d'ex-VIP qui recèle environ une centaines de tombes datant du Nouvel empire (de 1500 à 1000 avant J-C).Certaines occupant sept chambres et un couloir de 18 m de long. Les sépulcres évoqués plus haut sont creusés dans la roche en lieu et place des tombes pharaoniques de l'Ancien empire dans les immenses pyramides de Gizeh (4500 ans) et dans les plus petites pyramides du Moyen empire. Il s'agissait ainsi d'une stratégie visant à décourager les profanateurs. Ce film a le mérite de renseigner sur les chambres royales. On peut y apercevoir le bleu intense des plafonds étoilés.

Conçues au même moment, la Vallée des reines et la Vallée des rois poursuivent le même objectif : célébrer la puissance religieuse et politique des épouses des pharaons. En effet, les reines d'Egypte, femmes puissantes, étaient pour certaines d'entre elles, détentrices du pouvoir religieux et politique, similaire à celui de leurs époux pharaons. Réalisé par Bianca Zamfira, la Vallée des Reines, moins célèbre que la vallée des Rois comprend une centaine de tombes. C'est une méthode pour les archéo-logues d'essayer de percer ce qui constitue les mystères de cette « nécropole » qui en son sein comprenait des épouses royales et des princes, ainsi que d'autres membres de leurs familles. Seuls les scientifiques sont en mesure d'expliquer les secrets des splendides couleurs de la tombe de Néfertari pourtant vieille de 3000 ans.

Grâce à la diffusion de ce film, les téléspectateurs du monde entier ont pu découvrir l'autre nécropole royale égyptienne antique. Il permet aussi de parcourir l'un des joyaux architecturaux de l'Egypte an-cienne : la vallée des Reines. Sa voisine, la vallée des Rois aurait été mise à jour en 1826 par l'Egyptologue britannique John Gardner Wilkinson, qui est par ailleurs l'instigateur de la numérotation des tombeaux (3QV) pour Queen Valley ou Vallée des Reines et (KV) pour King Valley ou Vallée des Rois.

A présent, l'on dénombre 81 sépultures qui auraient été ouvertes et fouillées. Les scientifiques, confirment avoir pu déterminer l'identité des occupants de 50 d'entre elles : des épouses royales ou des prin-cesses .On doit par exemple à l'archéologue italien Schiaparelli la découverte, en 1904, du tombeau de Néfertari Meryenmou, l'épouse de Ramsès 2.

Promotion du genre

Le Projet « Egalité en Méditerranée» imprime ses marques au Maroc

Une rencontre par visioconférence entre la commune de Tétouan et celle espagnole de Terrassa s'est tenue récemment. Au centre des échanges, la question de l'autonomisation politique et technique des femmes pour occuper les fonctions de leadership au sein des instances élues.

Cette rencontre qui s'inscrit dans le cadre du projet « Egalité en Méditerranée », a regroupé des femmes qui ont relevé l'importance de l'autonomisation politique et technique des femmes, afin d'ouvrir d'autres horizons pour les femmes devant leur permettre d'occuper les fonctions de leadership, en l'occurrence dans les instances élues locales, provinciales et régionales. D'après Rhimou El Bekjkkali, vice-présidente de la commune de Tétouan, l'autonomisation politique des femmes nécessite qu'elles soient dotées des moyens, mécanismes et des techniques liées à la gestion institutionnelle, notamment en termes de développement de personnalité, du discours politique et de la sociologie de l'influence politique sur le public, tandis que l'autonomisation technique des femmes passe par la maitrise des mécanismes de gestion et de bonne gouvernance, et de la méthodologie d'élaboration des projets liés aux catégories vulnérables, en plus de développement des compétences et des outils de permutation et d'influence sur les décisions politiques.

A travers un communiqué de presse de la commune, Mme El Bekkali appelle au renforcement de la coopération avec la commune de Terrassa et à créer des organisations ou des associations dans les deux villes appelées à assurer la diffusion de la culture de la participation politique des femmes pour réussir leurs projets, que ce soit au niveau de l'élaboration des programmes d'action de la commune qu'en termes de mise en place de projets de développement durable.

Pourtant Nadia Chadi vice-présidente de la commune de Tetouan chargée des Affaires sociales soutient que l'intégration de l'approche genre dans les programmes de la commune à travers ses projets et inves-tissements, représente un enjeu important pour renforcer l'autonomisation des femmes et leur rôle au sein des instances élues; considérant que la création de l'instance de l'équité, de l'égalité des chances et de l'approche genre dans la Commune de Tétouan est une réalisation importante ,dans le cadre du soutien à la démocratie participative, du renforcement de la place des femmes dans l'action politique et de l'autonomisation politique des femmes de façon globale.

Ce rendez-vous a permis de présenter l'expérience du Conseil des femmes de la commune de Terrassa. Le projet « Egalité en Méditerranée, auquel adhère la commune de Tétouan, vise à renforcer l'égalité de genre dans les politiques publiques, à travers les mécanismes d'appui à l'égalité, et de renforcer les liens de coopération entre la municipalité de Barcelone et les communes marocaines qui collaborent avec ce projet.

Le Gabon rejoint la campagne mondiale pour les droits des femmes «HeForShe»

Le Gabon vient d'adhérer à la campagne mondiale « He For She » (« Lui pour elle »), lors d'une cérémonie officielle organisée récemment à Libreville, au Gabon, au cours de laquelle, Mme Oulimata SAAR, Directrice régionale de l'ONU Femmes pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, a décerné au Chef de l'État Gabonais, Ali BONGO ONDIMBA, le 19 avril 2022, une distinction pour sa politique de promotion de la femme et de l'égalité des droits.

A cette occasion, Mme Rose Christiane Ossouka Raponda, premier ministre du Gabon, a souligné que la campagne He For She au Gabon s'inscrit dans la continuité des engagements du Chef de l'État, Ali Bongo Ondimba. Parmi celles-ci figurent l'instauration de la décennie de la femme (2015-2025), la nomination de personnalités féminines à des fonctions de très haut niveau de l'État.

« HeForShe » n'est pas un mouvement féministe, mais un combat qui implique les hommes afin d'éliminer les violences faites aux femmes et d'assurer l'égalité entre les femmes et les hommes, a rappelé, Rose Christiane Ossouka Raponda, premier ministre gabonais.

Pour sa part, Oulimata Sarr, directrice régionale de l'Onu Femmes pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, a déclaré « Elle se déroulera dans tout le pays durant plusieurs années » . « Nous avons plus d'une cinquantaine de pays engagés à travers le monde. En Afrique particulièrement, il y en a 15. Le Gabon devient le quinzième pays » a-t-elle ajouté.

Le plan d'actions Gabon Égalité qui compte 33 points a conduit à l'adoption et la promulgation des Lois Damas. Il s'agit des réformes législatives historiques de protection des femmes et des filles intégrées dans le cadre des initiatives globales en faveur de l'égalité des droits.

Pour avoir extrait du code civil toutes les dispositions discriminatoires envers les femmes et mis en place le programme « Gabon Égalité », le président Ali Bongo s'est vu décerner mardi le prix « He-ForShe ».

« LE PLAN D'ACTIONS GABON ÉGALITÉ QUI COMPTE 33 POINTS A CONDUIT À L'ADOPTION DES RÉFORMES LÉGISLATIVES HISTORIQUES DE PROTECTION DES FEMMES ET DES FILLES INTÉGRÉES DANS LE CADRE DES INITIATIVES GLOBAL EN FAVEUR DE L'ÉGALITÉ DES DROITS »

Des associations féministes et des personnalités désignées comme ambassadeurs de la campagne volon-taires He For She « Lui pour Elle » vont entreprendre des actions de sensibilisation pour la promotion de l'égalité des droits, la lutte contre toutes les formes de violence à l'égard des femmes, la scolarisation des jeunes filles et l'égalité des droits dans les ménages.

La Directrice régionale de l'ONU Femmes pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, Mme Oulimata SARR a manifesté son admiration pour les efforts consentis par le Gabon en matière de promotion des droits de la femme.

La campagne mondiale He For She est un appel à l'endroit des hommes pour une plus grande implication dans le processus de la matérialisation des politiques publiques en matière d'égalité de genre.

Depuis son lancement, le 20 septembre 2014, le mouvement He For She a mobilisé des millions de personnes à travers le monde.

Des chefs d'États, des personnalités internationales, des dirigeants d'entreprises, des organisations de défense des droits des femmes, des personnes de bonne volonté, ont fait de l'égalité des sexes, chacun selon son niveau de responsabilité, leur affaire.

RDC/ Parité homme-femme

Pour un accompagnement de la femme en politique

Dans une communication à l'Assemblée nationale de la RDC, le député national Daniel Safu a préconisé l'accompagnement de la femme dans son combat politique dans la perspective des prochaines échéances électorales qui pointent à l'horizon.

Le député et élu de la ville de Kinshasa qui a réagi aux innovations apportées à la loi du 25 juin 2011, portant organisation des élections présidentielle, législative, provinciale, urbaine, municipale et locale, a demandé aux Congolais d'œuvrer dans le sens du respect de la constitution de la RDC qui prévoit en son article 14, le principe de la parité homme-femme.

Soutenant sa vision de parité entre l'homme et la femme, Daniel Safu a émis le vœu de voir les femmes briguer des postes électifs lors des scrutins à venir d'autant plus que les femmes ont des qualités autant que les hommes.

Pour Daniel Safu, l'heure est arrivée de mettre en valeur les multiples qualités de la femme en Répu-blique Démocratique du Congo. Il a proposé l'adoption, par la plénière de l'Assemblée nationale, de l'innovation relative à la prise en compte du genre et de la personne vivant avec handicap, dans la proposition de loi électorale.

L'adoption de cette innovation, ainsi que d'autres innovations sur le seuil électoral et le scrutin majoritaire, a été faite en l'absence du groupe des députés nationaux auteurs de la proposition de loi modifiant la loi électorale de juin 2011.

Le député national Daniel Safu a roulé sa bosse dans le journalisme où il était éditeur du journal « Point saillants plus ».

Polygamie

Une discrimination à l'égard des femmes selon l'ONU

Interdite dans une grande partie du monde, la polygamie, reste tolérée, voire légale dans plusieurs dizaines de pays d'Afrique. La commission onusienne des droits humains estime qu'elle constitue une discrimination vis-à-vis des femmes et doit être éradiquée.

A l'ONU, la Commission des droits humains ainsi que le Comité pour l'élimination de la discrimina-tion à l'égard des femmes, estiment que les mariages polygames constituent une discrimination vis-à-vis des femmes et ont recommandé leur interdiction. Au sein de la polygamie, on distingue la polygynie, situation où un homme a plusieurs épouses, et la polyandrie, beaucoup plus rare, où une femme a plusieurs maris. Autres variantes, la polygamie sororale (avec plusieurs sœurs), ou la polyandrie fraternelle (avec plusieurs frères, une tradition ancestrale au Népal). L'époux répudie au gré de ses humeurs sans avoir de compte à rendre à qui que ce soit, et encore moins à la victime elle-même.

Dans Les Impatientes, un livre qui parle de la polygamie au Sahel et récompensé par Prix Goncourt des Lycéens en 2020, l'écrivaine camerounaise Djaïli Amadou Amal met le doigt sur les « dérives de la polygamie et les discriminations sous-jacentes qui accablent les femmes soumises à l'autorité implacable de l'époux qui répudie au gré de ses humeurs sans avoir de compte à rendre à qui que ce soit, et encore moins à la victime elle-même », explique l'autrice.

Soumises au poids de la société, les femmes, selon l'écrivaine camerounaise, deviennent rivales, à défaut de ne pouvoir être chacune l'unique : « Elles vivent avec l'idée que la condition qui est la leur est normale. Celles qui en ont par extraordinaire conscience, ressassent intérieurement leurs frustrations, qui se manifestent généralement par les luttes âpres qu'elles se mènent entre elles pour être la préférée du harem, à défaut d'avoir pu provoquer la répudiation des rivales, l'arme ultime et redoutée entre les mains exclusives de l'époux tout puissant ».

Environ 2% de la population mondiale vit dans des foyers polygames, et dans une large majorité de pays, cette proportion est inférieure à 0,5%, selon une étude réalisée en 2019 par le Pew Research Center portant sur 130 pays et territoires. La polygamie est interdite dans une grande partie du monde, comme en Europe, et elle est légale dans une partie du Moyen-Orient et de l'Asie, sans y être fréquente.

C'est en Afrique subsaharienne qu'elle est le plus pratiquée, par 11% de la population, selon Pew Research Center, think tank américain basé à Washington qui mène des recherches sur la vie sociale. Elle est notamment répandue dans une série de pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale : Burki-na Faso (36%), Mali (34%), Gambie (30%), Niger (29%), Nigeria (28%), Guinée (26%), Guinée Bissau (23%), Sénégal (23%), Togo (17%), Tchad (15%), Cameroun (13%), Côte d'Ivoire (12%), Bénin (9%), Centrafrique (8%), République démocratique du Congo (2%).

Dans la majorité des pays ouest-africains, la loi civile « autorise un homme à épouser jusqu'à quatre femmes sous certaines conditions, notamment la capacité financière de subvenir aux besoins de plu-sieurs épouses et familles », selon une étude de l'OCDE. En réalité, une union polygame se limite généralement à deux femmes par couple. L'OCDE distingue trois situations en Afrique de l'Ouest : polygamie interdite par la loi civile mais quand même répandue (Bénin, Cap Vert, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée et Nigeria), polygamie reconnue par la loi civile, ou bien polygamie reconnue par le droit coutumier et/ou des pratiques religieuses. Au Nigeria, la polygamie est ainsi interdite au niveau fédéral, mais pratiquée dans 12 Etats du Nord où la charia (loi islamique) a été instaurée.

L'islam autorise les hommes à avoir jusqu'à quatre épouses, à condition que chacune d'elles soit traitée de manière équitable. Historiquement la polygamie était encouragée en temps de guerre, alors que beaucoup de veuves et orphelins avaient besoin d'être pris en charge.

La polygamie est souvent une injustice envers la femme et des enfants. Selon Cheikh Ahmed al-Tayeb, le grand imam de l'institution de l'islam sunnite qui siège au Caire, a déclaré en 2019 que « la polygamie est souvent une injustice envers la femme et des enfants », estimant qu'elle résulte « d'une incompréhension du Coran et de la tradition du Prophète ». « S'il n'y a pas équité il est interdit d'avoir de multiples épouses », a-t-il expliqué. La polygamie est néanmoins limitée dans la plupart des pays musulmans. La Tunisie a été le premier pays arabe à la bannir, dès 1956. Aux yeux de l'écrivaine Djaïli Amadou Amal, la polygamie participe davantage des violences patriarcales que de la religion : « la polygamie n'est pas prescrite, c'est-à-dire que la religion n'oblige pas les gens à être polygames. Elle encourage la monogamie », explique-t-elle. La Torah chez les juifs et le Vieux testament chez les chrétiens citent plusieurs cas de mariages multiples, mais la polygamie a été désavouée par leurs religions au Moyen-Age. L'ancien président sud-africain Jacob Zuma, un Zoulou, a quatre épouses et au moins 20 enfants. Le roi du Swatini (ex-Swaziland), Mswati III, a épousé quinze femmes, dont une est décédée, et a plus de 25 enfants.

Aux Etats-Unis, plusieurs dizaines de milliers de fondamentalistes mormons vivant dans le grand Ouest pratiquent toujours la polygamie. L'Église de Jésus-Christ des saints des derniers jours, autre nom de l'Église mormone, basée à Salt Lake City (Utah), interdit toutefois la polygamie depuis 1890. Son fondateur Joseph Smith a eu lui-même entre 30 et 40 femmes, dont une de 14 ans, a révélé cette Eglise en 2014.

Chahrazed Akacha

Les mobiles de la détention de la journaliste en Tunisie

Pour outrage au président de la République, la justice tunisienne a procédé à l'arrestation de la journaliste Chahrazed Akacha, pour « atteinte à la personnalité de la République, atteinte à la sureté nationale …et trouble à l'ordre public ».

La journaliste tunisienne Chahrazed Akacha est poursuivie pour ses publications sur les réseaux sociaux, dont Facebook en l'occurrence. Le Syndicat national des journalistes tunisiens appelle à la libération immédiate de la journaliste. A travers son communiqué de presse, il met en garde contre l'instrumentalisation de la justice au profit des hommes forts du moment. Aussi lit-on également dans cette mise en garde, que les poursuites judiciaires enregistrées ces derniers temps sont autant d'indicateurs sur la volonté de restreindre la liberté d'expression en balayant d'un revers de main les lois la garantissant. Aussi le SNJT s'insurge –t-il contre « le danger d'une justice qui incrimine au lieu de protéger les droits et les libertés ».

Son arrestation le 14 avril 2022, a suscité la colère vive de nombreuses personnalités qui ont dénoncé l'émission d'un mandat de dépôt sur la base d'un « simple statut Facebook ». En prélude à la célébration de la fête internationale de la liberté de la presse, le 3 mai prochain, il se dégage un sentiment de la détérioration de la liberté de la presse et d'expression devenue monnaie courante en Tunisie. Selon le syndicat, cette arrestation vient sur fond de pressions exercées sur les journalistes et l'utilisation de textes de loi non adaptés à la nature de leur travail dont le code des télécommunications ou le code pénal, au lieu du décret-loi 115 relatif à la liberté de la presse.

Pour avoir critiqué le ministère de l'intérieur sur les réseaux sociaux, y voyant un nouveau signe d'un « véritable recul » de la liberté d'expression en Tunisie, elle a été mise en détention sur ordre du procureur général du tribunal d'Ariana, situé dans la banlieue de Tunis.

La rédactrice en chef du site local d'informations Scoop Info, est suspectée d'avoir « nui à la quiétude d'autrui » à travers les réseaux publics de télécommunications sur son compte Facebook critiquant le ministère de l'intérieur. Il convient de rappeler que deux jours avant sa détention, elle s'était adressée dans une publication sur les réseaux sociaux au ministre de l'intérieur, Taoufik Charefeddin, l'accusant d'avoir « lâché ses chiens » pour l'agresser et lui ôter son voile à la suite de ses critiques sur les réseaux sociaux contre le ministère. Dans une télévision locale, elle a dit le 12 avril dernier avoir déjà été entendue une première fois par la justice après ses publications critiques pour la cause évoquée plus haut. Le syndicat des journalistes déplore le fait que « le pouvoir judiciaire continue à considérer les journalistes qui expriment leurs idées(…) comme les éléments dangereux dans la société ». Bien avant, le Syndicat avait accusé le pouvoir d'instrumentaliser les appareils de l'Etat pour « faire taire et intimider » les journalistes après placement en détention d'un correspondant ayant refusé de dévoiler ses sources. Heureusement pour ne pas continuer à ternir l'image de la Tunisie à quelques jours de la célébration de la journée mondiale de la liberté de la presse le 3 mai, elle a été libérée un jour après sa détention le 15 avril 2022. Mais, elle reste sous le coup de poursuites judiciaires d'après Me Samir Dilou, son avocat qui s'est confié aux médias.

Parque
Nacional
da Cameia
Zambia
Coutada
Pública
do Lunga
Mavinga
Coutada
pública
do Luiana

JACQUELINE RAJUAL

RESPONSABLE SOLUTIONS & GO-TO-MARKET POUR GOOGLE PLUS AU KENYA

« L'INNOVATION Plus Codes – Google Maps peut permettre de résoudre les problèmes de l'adressage en Afrique ».

Les adresses sont des éléments importants de nos vies aujourd'hui. Ils nous aident à localiser les gens et les lieux. Une adresse est nécessaire pour sécuriser les documents officiels. Elle est requise pour des actes devenus indispensables de nos vies, par exemple, ouvrir un compte bancaire.

À l'ère numérique, les gens peuvent commander des produits en ligne et obtenir des livraisons à domicile. En cas d'urgence, vous donnez votre adresse à une ambulance ou à un camion de pompiers, et ils arrivent rapidement.

Ce qui vient d'être dit est vrai et banal presque partout dans le monde, mais pas encore en Afrique. Les leaders que le réseau CGLU-Afrique (Cité et Gouvernements Locaux Unis) a réunis pour la 9e édition de son Sommet Africités qui s'est tenu à Kisumu, au Kenya, du 17 au 21 mai ont décidé de travailler pour sortir l'Afrique de ce handicap. Ils invitent les gouvernements locaux, nationaux, et continentaux, à donner faire de la planification urbaine une priorité. Cette priorité doit permettre la croissance et renforcer le développement durable, le but étant l'amélioration du niveau de vie des habitants, dans un environnement urbain transformé.

Les leaders réunis à Kisumu ont pris leurs décisions après les leçons que leur ont apprises le verrouillage et les restrictions de circulation des personnes durant la pandémie du covid-19. L'on a alors découvert toutes les facettes, parfois dramatiques d'un adressage inadéquat, le plus souvent même, inexistant. Des patients sont morts parce que le service de secours n'avait pas leur adresse, ou parce qu'il n'y avait pas d'indication précise pour les localiser.

Dans ce contexte, Google a déployé Plus Codes – un système d'adressage numérique complet pour offrir des solutions à de nombreux pays africains où une grande population vit dans des établissements informels dans des villes rurales et secondaires avec des emplacements indéfinissables. Il n'y a pas de doute, un bon système d'adressage sert de catalyseur à l'amélioration des opérations gouvernementales et favorise la croissance économique.

> « 2 MILLIARDS DE PERSONNES DANS LE MONDE VIVENT SANS ADRESSES DÉFINIES. EN AFRIQUE, IL N'Y A PAS D'ADRESSES PHYSIQUES PRÉCISES DANS NOS VILLES INTERMÉDIAIRES »

Responsable Solutions & go-to-market pour Google Plus, Madame Jacqueline Rajual était parmi les leaders qui ont proposé des réponses innovantes lors des débats à Kisumu sur la cruciale question de l'adressage. Femmes d'Afrique Magazine l'a interviewée pour vous.

Qu'est-ce qu'un code Google Plus ?

Un Code Plus est une combinaison de deux éléments. Un code court de 6 ou 7 lettres et chiffres et un nom de ville ou de ville. Il apparaît comme un simple code alphanumérique qui peut être combiné avec une localité (par exemple, PRG6 + QC Nairobi ou VQX7+P2J Kisumu City).

Les codes sont dérivés des coordonnées de latitude et de longitude qui imitent une adresse postale pour les personnes qui n'en ont pas.

Cette fonctionnalité a été intégrée à Google Maps. À l'heure actuelle, si vous accédez à Google Maps à l'aide de votre téléphone Android, vous obtiendrez un code plus pour n'importe quel emplacement.

Cette logique existe partout à la surface de la terre. Nous avons un plan élaboré pour attribuer ces codes aux entreprises, aux zones résidentielles et à d'autres équipements sociaux dans les zones urbaines africaines. Cela, nous le faisons en partenariat avec les gouvernements locaux.

Quelle est l'impulsion pour développer l'initiative des Codes Plus ?

Il y a environ 2 milliards de personnes dans le monde sans adresses définies. Nous avons remarqué que de nombreuses personnes vivant en milieu urbain n'ont pas d'adresse postale physique.

Dans les pays développés, vous trouverez des adresses très fonctionnelles et précises. Ces adresses font généralement partie de l'infrastructure de ces pays.

Au contraire, en Afrique, il n'y a pas d'adresses physiques précises dans nos villes intermédiaires. Au Kenya par

exemple, souvent une adresse directe est simplement soit basé un point de repère, soit un descriptif.
La méthode descriptive de donner une direction n'est pas standard. Quelqu'un avec au moins quelques connaissances locales sera en mesure de localiser l'endroit, mais ce sera une tâche ardue pour un étranger.
Imaginez également une situation où vous devez appeler la police ou les services d'urgence la nuit. Il y a de nombreuses implications à ne pas avoir d'adresse.
Dans certains pays, l'absence d'adresse peut empêcher d'obtenir des services essentiels comme un compte bancaire ou une demande de carte d'identité nationale. Ces personnes risquent de connaître l'exclusion financière, l'exclusion sociale et l'exclusion économique.
Nous voulions trouver une solution pour pouvoir combler le fossé qui existe. C'est de là que viennent les codes Plus.

Compte tenu du fait que les petites villes et les villes intermédiaires accueillent actuellement 60% des citadins et représentent près de 50% du PIB africain, quel secteur de l'économie bénéficiera des systèmes d'adresses numérisés ?

L'initiative est une percée pour que les gens participent au commerce électronique. De nombreuses entreprises de commerce électronique ne desservent pas certaines zones, car elles ne disposent pas d'adresses appropriées. Les entreprises de logistique et les entreprises de livraison de la chaîne d'approvisionnement risquent de récolter gros, car les délais d'exécution sont réduits, car moins de temps est consacré à la localisation des clients.

Comment Google va-t-il intégrer les codes Plus sur le marché et éventuellement les déployer sur l'ensemble du continent ? Où en est sa mise en œuvre en Afrique ?

Notre approche de mise sur le marché se déroule en différentes phases. La première partie est destinée aux utilisateurs, où n'importe qui sur Google Maps peut déposer un code PIN et trouver un code Plus pour cet emplacement.
Nous voulons nous assurer que nos utilisateurs ont également accès à ces codes afin qu'ils puissent les utiliser pour n'importe quoi. Si par exemple, je fais de la randonnée et que je me perds au milieu d'une forêt, je peux être en mesure d'obtenir un code plus et de le partager avec un chauffeur de taxi. Les codes plus sont déjà disponibles pour tout le monde.

> « L'ABSENCE D'ADRESSE PEUT EMPÊCHER D'OBTENIR DES SERVICES ESSENTIELS COMME UN COMPTE BANCAIRE OU UNE DEMANDE DE CARTE D'IDENTITÉ NATIONALE »

Deuxièmement, nous travaillons avec certaines organisations qui considèrent les adresses comme importantes. Ce sont des acteurs du e-commerce et des entreprises de logistique. Cette technologie permet aux utilisateurs de fournir leurs codes plus au lieu de donner cette longue description sur leurs plateformes.
De plus, nous travaillons avec les gouvernements locaux ou les comtés. Au Kenya, nous avons établi des partenariats avec le gouverneur, le Professeur Anyang' Nyong'o et le Dr Wilber Ottichilo, respectivement des comtés de Kisumu et de Vihiga.
Nous avons l'intention de nous étendre à d'autres domaines dans les mois à venir. Nous proposons que les codes Plus soient adoptés comme adresse officielle afin que les comtés puissent cartographier tous les actifs et équipements pour améliorer la prestation de services aux résidents.
Cela aide aussi beaucoup dans la planification pour les municipalités ou les comtés. Jusqu'à présent, Kisumu a terminé de traiter environ 22 000 propriétés dans la ville.
Le comté a choisi l'adressage pour se concentrer d'abord sur les locaux commerciaux, avant de procéder aux zones résidentielles. Nous lancerons une autre phase de traitement de 60 000 propriétés en juin à Kisumu.
Vihiga a complété 20 000 adresses dans les centres urbains comme les villes de Mudete, Majengo, Mbale et Chavakali et ils sont impatients de s'étendre également.
L'objectif ici est d'utiliser les codes Google plus comme adresses officielles. Cependant, beaucoup de travail en termes de législation doit être fait par les gouvernements locaux pour que cet objectif soit atteint. Avec la législation en place, cela signifiera que les gens utiliseront ces adresses pour demander des cartes d'identité nationales ou des passeports.

Combien Google a-t-il investi pour déployer ce projet dans les pays africains ?

Le projet est un partenariat entre Google et les gouvernements locaux. Google fournit le support technique tandis que les comtés, de leur côté, fournissent des ressources humaines en embauchant des recenseurs qui se déplacent d'une propriété à l'autre pour effectuer la cartographie.
Google, en tant que facilitateur technique, a développé une application qui permet aux recenseurs d'obtenir des adresses pour les propriétés. Nous fournissons également toute la formation requise.

Dans quels autres pays africains avez-vous mis en œuvre le projet Plus Codes ?

Outre le Kenya, nous avons également collaboré avec le gouvernement gambien. Nous avons commencé à travailler avec le maire de la capitale Banjul Rohey Malick Lowe. Nous avons fini de nous occuper de Banjul et de Kanifing, qui est la capitale commerciale de la Gambie. Actuellement, Google s'adresse à la ville de Brikama avant d'étendre le projet à d'autres parties du pays.

Le projet est également couronné de succès en Afrique du Sud. Nous nous sommes associés à une organisation à but non lucratif appelée PlanAct en Afrique du Sud qui souhaite revitaliser le système d'adresses dans les établissements de logements informels.

En Afrique du Sud, bien que le système d'adressage soit un peu plus avancé que dans le reste de l'Afrique, un très grand nombre de logements d'ont pas d'adresse. Par conséquent, PlanAct a utilisé des codes Plus pour mettre à l'essai l'une des zones de logement informel. Il a été très bien adopté et ils l'étendent à 32 autres établissements informels à travers l'Afrique du Sud.

Nous avons entamé d'autres discussions avec de nombreux autres gouvernements africains pour essayer cette méthode de traitement comme solution.

L'urbanisation rapide a vu l'émergence de 1 348 villes intermédiaires qui accueillent 173 millions de personnes en Afrique. Vous avez dit plus tôt que le processus d'adressage implique que les agents recenseurs se déplacent de maison en maison. Ne pensez-vous pas qu'il faudra de nombreuses années avant que tout le continent soit cartographié ? Y a-t-il des plans pour intensifier le processus ?

C'est vrai. Actuellement, la méthode d'adressage est très fastidieuse, car les recenseurs marchent d'une propriété

à l'autre. Nous exploitons la technologie de Google pour mettre à l'échelle le processus d'adressage, ce qui nous permettra à l'avenir d'utiliser certaines de nos images satellites pour permettre la cartographie sans déplacement de personnes d'une maison à l'autre.

Enfin, quels sont les défis rencontrés lors de la mise en œuvre de ce projet ?

De nombreux endroits en Afrique sont profondément enracinés dans l'adressage traditionnel, ce qui rend très difficile la mise en œuvre du système d'adressage numérique rétrospectivement.

Dans les pays développés, les adresses ont fait partie de leur tissu. Ainsi, même si la ville grandit, tout le monde a une adresse par défaut. Mais dans les pays en développement, les centres urbains ne font que croître sans aucune forme d'adresse. Donc, essayer de résoudre le défi de l'adressage avec l'augmentation de la population dans ces villes devient une entreprise difficile. Mais c'est possible, c'est faisable.

NEUVIÈME SOMMET AFRICITÉS A KISUMU AU KENYA

Le faible accès à la planification familiale est le grand responsable de l'explosion démographique urbaine en Afrique

En Afrique, la rapide croissance des populations urbaines a une cause identifiée : l'insuffisance des investissements publics dans la planification familiale des pauvres. Voilà le constat d'un des forums du neuvième Sommet Africités que le réseau CGLU Afrique (Cités et Gouvernements Locaux Unis) et le gouvernement kenyan ont co-organisé du 17 au 21 mai à Kisumu au Kenya.

Selon les panélistes, il y a dans les villes africaines un minimum de 20 millions de femmes qui n'ont pas accès aux services essentiels de santé reproductive, en particulier les méthodes contraceptives. D'où l'exceptionnelle croissance de la population urbaine et donc de la population générale africaine.

Cette croissance autonome de la population des villes africaines s'oppose à l'idée reçue qui attribue cette croissance à l'exode rural. "La croissance rapide de la population urbaine en Afrique est principalement due à plus de naissances que de décès dans les

villes et non à la migration rurale vers les centres urbains comme beaucoup le pensent", ont déclaré, unanimes, les experts qui ont présenté les résultats de leurs recherches lors du forum, dont l'Union Internationale pour l'Étude Scientifique de la Population a présidé la session plénière.

Cette institution appelle les pouvoirs publics à réagir, notamment en investissant, et en fournissant à la population urbaine les infrastructures physiques et les services sociaux nécessaires pour stabiliser la croissance de la population.

Hélas a regretté le Professeur Alex Ezeh, Directeur Exécutif de la Fondation du Centre de Recherches sur la Population et la Santé en Afrique, des intérêts divergents au sein de nombreux gouvernements africains bloquent ou retardent l'arrivée de ces investissements.

Les premières victimes de ces divergences sont les millions d'Africaines urbaines qui souhaitent espacer les naissances ou les arrêter, mais ne trouvent pas les moyens contraceptifs pour ce but. Ou, quand ces moyens existent, leur prix est exorbitant pour elles. C'est une observation générale en Afrique, même si d'un pays à l'autre, il existe des degrés de variation. Sur ce sujet, l'Afrique du Nord a une certaine avance par rapport à la moyenne du reste de l'Afrique.

Pour le Professeur Ezeh, les services de planning familial sont les parents pauvres des gouvernements africains. Des secteurs jugés prioritaires reçoivent l'essentiel des budgets. «Les infrastructures matérielles telles que les routes, le logement, l'eau et l'assainissement sont importantes et nécessaires dans les villes africaines. Cependant, avec le taux de croissance de nos villes, aucun investissement ne suffira", a déclaré le Professeur Ezeh.

Sans s'opposer aux choix prioritaires des États africains, le Professeur Ezeh sonne néanmoins l'alarme : en moyenne, la population rurale africaine est moins jeune et donc moins procréatrice que la population urbaine ; ne pas offrir à celle-ci les moyens du planning familial est la recette d'une bombe démographique qui se transformera en bombes sociales pouvant à tout moment exploser dans chaque pays africain.

Parce qu'elles ont moins de ressources que les grandes villes, et qu'elles offrent peu d'emplois, les villes intermédiaires africaines sont les plus menacées. Elles le sont d'autant plus qu'elles sont éloignées de la capitale, laquelle en Afrique, accapare la part du lion des budgets. Mombassa, Kisumu, et Nakuru, récemment élevée au statut de ville, sont cas de villes intermédiaires kenyanes où le problème se présente déjà gravement.

Au Kenya en général, ont dit les experts du forum, 3 femmes sur 10 vivent dans des logements informels et un environnement peu favorable, souvent même hostile au planning familial. Ces chiffres sont de 1 sur 10, et 4 sur 10 pour le Zimbabwe et l'Angola respectivement.

Combien coûte en moyenne la fourniture d'un contraceptif efficace et sans danger à un couple à un couple africain ? 6,87 dollars américains par an, c'est le montant précis que l'on a retenu du forum.

En Afrique, en plus de la pauvreté, la pression culturelle ou religieuse est le grand obstacle à l'accès aux contraceptifs. La modification des croyances et l'évolution du comportement culturel, surtout à l'égard des jeunes femmes célibataires, sont des alliés indispensables du planning familial en Afrique.

A SUSTAINABLE
FUTURE FOR
AFRICAN CITIES

9ÈME SOMMET AFRICITÉS A KISUMU AU KENYA EN IMAGES

72ND FIFA CONGRESS
31 MARCH DOHA
FIFA

MADAME KANIZAT IBRAHIM,

PATRONNE DU FOOTBALL FÉMININ AFRICAIN, À PROPOS DE LA CAN FÉMININE AU MAROC

« Les femmes et le monde footballistique attendent cet évènement avec beaucoup d'enthousiasme »

Du 2 au 23 juillet 2022, se jouera au Maroc, la Coupe d'Afrique des Nations féminine de la CAF. Réparties en trois groupes de quatre, douze équipes nationales disputeront cette compétition au bout de laquelle sera connue celle qui succédera au Nigeria qui a gagné 11 des 13 éditions.

Passée de 8 à 12 équipes pour cette cuvée 2022, la CAN féminine a un autre avantage pour les équipes africaines. En effet, les 4 demi-finalistes seront qualifiés d'office pour la prochaine Coupe du Monde féminine de la FIFA, qui sera co-organisée l'année prochaine par l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Deux autres équipes africaines devront gagner les matchs de barrage pour obtenir leurs tickets pour cette compétition mondiale.
L'effervescence naissante du football féminin en Afrique est due en grande partie à la vision

du président de la CAF (Confédération Africaine de Football), Patrice Motsepe. Pour réaliser celle-ci, il a choisi Mme Kanizat Ibrahim, comme présidente de la commission du football féminin à la CAF et première femme à siéger au Comité Exécutif de l'instance faîtière du football africain.

Dans un milieu encore bien macho, elle apportait une touche distinguée de féminité compétente lors du congrès de la CAF en avril 2021. A cette rencontre, elle réalisa un exploit : être la première femme qui, en plus d'être membre du Comité Exécutif de la CAF, entre dans le cinq des saints du football africain : les cinq plus hautes personnalités de la CAF.

Nouvellement élu à la tête de la CAF, Patrice Motsepe ouvre les portes à Madame Ibrahim qui est depuis lors la cinquième Vice-Présidente de la CAF. Nommée présidente du Comité de Normalisation de la Fédération Comorienne de Football en 2019, elle s'est distinguée malgré l'ampleur de la tâche, à remodeler l'institution conformément aux directives de la FIFA.

Quinze mois plus tard, elle passa avec succès le flambeau à une nouvelle équipe sous la direction de Saïd Ali Saïd Athoumane. Après avoir organisé pour la première fois la ligue des champions féminine remportée par le club ghanéen de Hasaacas Ladies (3-1) aux dépens des Nigérianes Rivers Angels FC, la patronne du football féminin africain s'apprête à organiser pour la première fois une CAN à 12 équipes.

Pendant que les joueuses

s'affronteront sur le terrain, en coulisse, la vice- présidente Ibrahim déploiera tous les moyens à sa disposition pour faire de cette grande messe du football féminin une réussite. " Cela fait quatre ans qu'elles attendent cette compétition, et je suis sure qu'elles ne nous décevront pas", a-t-elle déclaré, après le tirage au sort de la compétition.

La cinquième vice-présidente n'a pas que le football dans sa vie. Avant le foot, elle est d'abord et avant tout une self-made-woman. Elle cumule à merveille sa vie professionnelle et sa vie privée : mère de trois enfants, chef d'entreprise dans les nouvelles technologies et l'événementiel.

En 2004, elle a obtenu un Diplôme d'Études Spécialisées (DESS) en Création d'entreprises et gestion de projets innovants de l'Université Montesquieu à Bordeaux en France et un autre Diplôme d'Études Professionnelles Approfondies en Entrepreneuriat, Création Reprise et Développement d'Entreprises de l'Institut de la Francophonie pour l'Entrepreneuriat à l'ile Maurice.

Son sens de l'innovation, elle l'a tout de suite mis au service de la CAF et du football féminin africain : prenant son bâton de pèlerin, elle a remué les fédérations de divers pays pour réaliser dès novembre 2021, ce qui n'avait jamais existé en Afrique, et que tous les amoureux du football féminin réclamaient depuis des dizaines d'années : la première édition de la Champions League féminine africaine.

« C'est la plus importante des compétitions interclubs africaines pour les femmes », nous a-t-elle déclaré. « Nous avons réussi à marquer l'histoire du football féminin avec cette compétition,

et montré un nouveau visage du sport féminin africain au monde entier. », assure Kanizat Ibrahim.

Autre innovation, l'augmentation du nombre d'équipes qui joueront cette 14e édition. Pour cette édition 2022, elles seront 12, soit une augmentation de 50%, chiffre considérable. « Les femmes et le monde footballistique attendent cet événement avec beaucoup d'enthousiasme …nous devons en faire une réussite totale. », déclare la Vice-Présidente de la CAF.

Perfectionniste jusqu'au bout des ongles, elle ajoute : « l'erreur n'aura pas de place. »

« LES FEMMES ET LE MONDE FOOTBALLISTIQUE ATTENDENT CET ÉVÉNEMENT AVEC BEAUCOUP D'ENTHOUSIASME. NOUS DEVONS EN FAIRE UNE RÉUSSITE TOTALE »

Voici les quatre groupes de la Coupe d'Afrique des Nations féminine de la CAF qui se jouera au Maroc du samedi 2 au samedi 23 juillet 2022 :

Groupe A : Maroc, Burkina Faso, Sénégal, Ouganda.
Groupe B : Cameroun, Zambie, Tunisie, Togo.
Groupe C : Nigeria, Afrique du Sud, Burundi, Botswana.

Nawal El Moutawakel

Njout Ajara Njoya

Tirage au sort CAN Féminine Deux africaines en vedette

La marocaine Nawal El Moutawakel et une camerounaise Njout Ajara Njoya étaient les assis-tantes vedettes du tirage de la CAN féminine Total Energies Maroc 2022.

Nawal El Moutawakel, la femme Marocaine qui a changé le cours de l'histoire olympique dans son pays natal, et la Camerounaise Ajara Njoya ont été nommées assistantes du tirage au sort de la Coupe d'Afrique des Nations féminine Total-Energies, Maroc 2022.

C'était au cours d'une cérémonie qui a eu lieu le vendredi 29 avril 2022 dernier au Complexe Moha-med VI à Rabat, au Maroc et diffusée en direct sur CAFTV, la page YouTube de la Confédération Africaine de Football.

La médaillée d'or olympique marocaine Nawal El Moutawakel est considérée comme la plus grande icône du sport féminin dans le monde arabe.

Elle est devenue en 1984 la première femme arabe, africaine et musulmane à remporter l'or aux Jeux Olympiques à Los Angeles, pour sa brillante performante en 400 m haies cette année-là.

El Moutawakel est une pionnière pour les femmes africaines grâce à son succès en athlétisme. Elle a occupé des fonctions de ministre des sports au Maroc et de vice-présidente du comité international olympique.

Finaliste de la CAN Féminine en 2014 et 2016 et médaillée de bronze de l'édition 2018 avec la Came-rounaise, Ajara Nchout Njoya, l'une des meilleures joueuses du continent.

Ajara Nchout Njoya, deux fois participante à la coupe du monde en 2015 et 2019, elle a marqué le but précieux qui a valu au Cameroun une place en huitièmes de finale de la coupe du monde féminine de la Fifa 2019 en France. Son deuxième but contre la Nouvelle-Zélande a été élu deuxième meilleur but de la Coupe du Monde de la Fifa, puis nominé pour le prix Puskas de la Fifa la même année.

Elle était l'une des trois finalistes du Prix de la Joueuse de l'Année 2019 aux CAF Awards.

Ajara Njoya évolue actuellement à l'Inter Milan en Italie après avoir joué pour l'Atletico Madrid en Espagne, le WFC Rossiyanka en Russie et Valerenga en Norvège.

C'est pour leurs profils que ces deux icônes ont été sélectionnées pour accompagner sur scène le directeur des compétitions de la CAF, Samson Adamu, pour la conduite du tirage au sort de la CAN Féminine TotalEnergies Maroc 2022.

La compétition démarrera qui démarre le 2 juillet prendra fin le 23 juillet 2022 au Maroc. 12 nations africaines sont qualifiées. Au terme du tirage au sort, voici les 3 poules : A (Maroc, Burkina Faso, Sénégal et Ouganda), B (Cameroun, Zambie, Tunisie, Togo), C (Nigéria, Afrique du sud, Burundi, Botswana).

Jeux olympiques d'hiver Pékin 2022

Disqualifiée cette année, la Nigériane Simidele Adeagbo porte plainte au TAS

Première Africaine à participer aux Jeux olympiques d'hiver en 2018, Simidele Adeagbo s'estime victime de discrimination et dépose un recours au Tribunal Arbitral du Sport.

En s'inspirant d'autres femmes qui se sont battues pour le changement, Simidele Adeagbo, l'athlète nigériane de monobob et de skeleton disqualifiée pour la compétition olympique de Pékin 2022, dépose une plainte au Tribunal Arbitral des Sport (TAS) contre le Comité international olympique (CIO) et la Fédération internationale de bobsleigh et de skeleton (IBSF). Elle les accuse de l'avoir empêchée de concourir en Chine.
Par cette plainte, Simidele Adeagbo cherche à faire annuler les règles de qualification pour les Jeux olympiques d'hiver après avoir manqué une place aux jeux de cette année à Pékin.
« Cette action est plus importante que moi, elle est plus importante que le bobsleigh. Il s'agit vraiment de l'avenir des athlètes féminins», confie-t-elle dans une émission sportive sur une chaine de radio internationale.

Situation

Adeagbo est préoccupée par la disparité des places disponibles pour les athlètes masculins et féminins. Pour elle ce constat amère doit être traitée en ce moment même où la question des athlètes transgenres dans le sport est un sujet de discussion majeur.

En effet, alors qu'il y avait 58 places de bobsleigh pour les hommes aux Jeux olympiques d'hiver de cette année, les femmes en avaient seulement 40.
« Il y a tellement d'exemples où il a suffi qu'une femme se lève et se batte. Le dernier c'est dans l'équipe nationale de football féminin des États-Unis, où il a fallu la détermination de Allyson Felix pour pousser au changement pour les mères », déclare-t-elle avant de poursuivre en ces termes
« Je veux m'assurer qu'aucune autre femme ne se retrouve dans cette situation, sachant qu'elle est talentueuse et capable, mais reste sur la touche - simplement parce qu'il y a un manque d'égalité entre les sexes. »
La première femme noire olympienne dans le sport du skeleton a manqué la qualification automatique d'une seule place pour l'épreuve inaugurale de monobob aux Jeux de Pékin de cette année, après que les critères de qualification ont changé.

« Si j'avais été un concurrent masculin, j'aurais certainement été aux Jeux de Pékin », souligne la qua-dragénaire.
« C'est pourquoi il est vraiment important de se tourner vers l'avenir pour s'assurer que les athlètes féminines talentueuses et capables ne soient pas mises à l'écart par cette discrimination sexuelle. »
Le monobob a été introduit dans le programme olympique pour augmenter le nombre de femmes pouvant concourir dans les épreuves de bobsleigh.
Mais, selon Simidele Adeagbo en regardant de plus près les chiffres trahissent les réalités. L'absence de l'égalité genre se fait très vite remarquée.
« Les hommes se voient attribuer 28 places de luge dans l'épreuve de bob à quatre et 30 places dans l'épreuve à deux, tandis que les femmes se voient attribuer 20 places dans le monobob et 20 dans le bob à deux », explique Adeagbo.

Look Beauty

Africa Salon

Avenue Abdelkrim El khattab. 4 rue Australie.
Ocean-Rabat. E-mail : lookbeautyafrica@gmail.com
Fixe : (+212) 05 37 72 58 31 - GSM : (+212) 6 03 04 43 47

LR:GO

LE VRAI SOUTIEN –
POUR ATTEINDRE VOTRE BUT!

Donnez tout à votre corps pour qu'il puisse tout donner !

Se fixer des objectifs. Se mettre au défi et tirer le meilleur de soi-même.Aller toujours plus loin, toujours plus haut et toujours recommencer. C'est ça la passion. C'est ça le sport.

Vous voulez vous muscler[1], exploiter toute votre énergie [2,3,4] devenir plus agile et être en forme ? Cela devient possible grâce à un entraînement régulier, une alimentation adaptée, un mode de vie sportif et les nutriments dont votre corps a besoin AVANT, PENDANT et APRÈS le sport, vous permettant de vous rapprocher de votre objectif. Tout simplement avec un plan et un système adapté.

Les bénéfices des produits LR:GO :

[1] Les protéines contribuent à l'augmentation de la masse musculaire. [2] L'acide pantothénique contribue à une performance mentale normale. L'acide pantothénique contribue à un métabolisme énergétique normal. L'acide pantothénique contribue à la réduction de la fatigue. Les acides foliques, la vitamine B12 et le magnésium contribuent à une fonction mentale normale. Le zinc contribue à une fonction cognitive normale. [3] Le magnésium contribue à la réduction de la fatigue et de la lassitude. La biotine et l'acide pantothénique contribuent à un métabolisme énergétique normal. [4] Le calcium et le magnésium contribuent à une fonction musculaire normale. La vitamine C contribue à la formation normale de collagène pour une fonction normale du cartilage.